

C onjoncture française



Retour sur la précédente prévision

Au quatrième trimestre 2013, l'activité a comme prévu nettement rebondi (+0,3 %, contre une prévision de +0,4 %). La contribution de la demande intérieure finale hors stocks à la croissance du PIB a été plus importante que prévu, à +0,4 point au quatrième trimestre, contre +0,3 point attendu. Les contributions respectives des échanges extérieurs et des variations de stocks ont été en revanche légèrement surestimées (+0,2 et -0,3 contre +0,3 et -0,2 prévus). Malgré une activité un peu plus faible qu'anticipé, l'emploi marchand a progressé tandis qu'une légère baisse était attendue (+15 000 emplois contre -7 000 prévus). Pour le premier semestre 2014, notre prévision est quasi inchangée : le PIB croîtrait en moyenne de 0,2 % par trimestre et l'emploi se stabiliserait.

L'activité a rebondi légèrement moins que prévu au quatrième trimestre 2013

Après s'être stabilisée au troisième trimestre 2013, l'activité a nettement rebondi au quatrième trimestre, quasiment autant que prévu (+0,3 % contre +0,4 % dans la Note de conjoncture de décembre, cf. graphique 1). D'une part, l'activité a été moins dynamique que prévu dans les services, et surtout dans l'industrie. Dans l'industrie manufacturière, la progression a été plus faible qu'attendu (+0,4 % pour la valeur ajoutée, contre +0,7 % prévu), notamment du fait d'une moindre dynamique dans

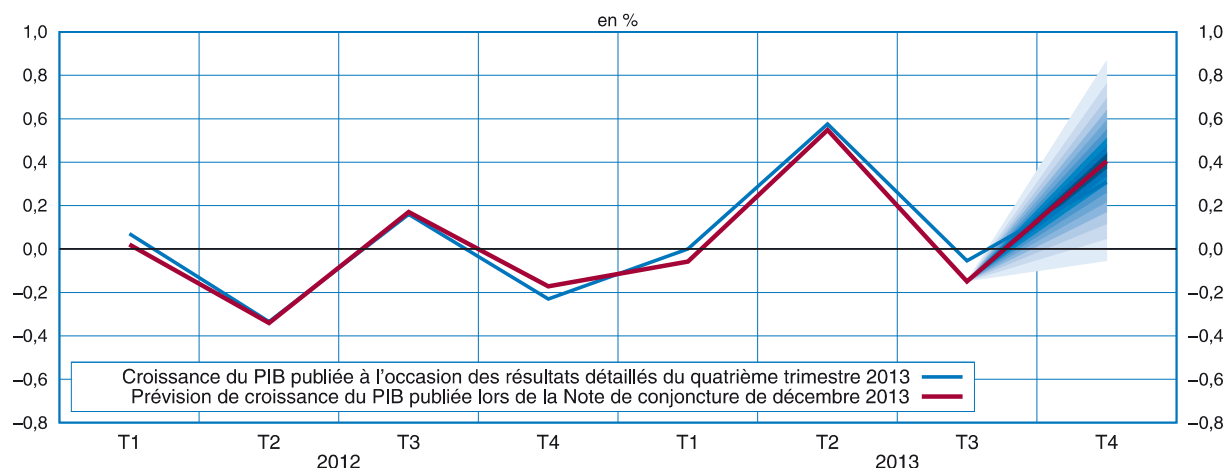
les « autres matériels de transport ». Et la production d'énergie a de nouveau reculé au quatrième trimestre 2013, plus fortement qu'anticipé (-1,1 % contre -0,3 % prévu).

D'autre part, l'amélioration dans la construction a été plus marquée qu'attendu (progression de la production de +0,3 % contre 0,0 % prévu) : outre l'anticipation des travaux de rénovation à la suite de l'augmentation du taux de TVA, et l'effet différé de l'amélioration des mises en chantier début 2013, qui avaient été intégrés dans la prévision, le dynamisme non anticipé de l'investissement en travaux publics a également soutenu l'activité dans ce secteur.

La consommation manufacturière a surpris à la hausse

Au quatrième trimestre 2013, la demande intérieure finale hors stocks a été plus dynamique qu'attendu : sa contribution à la croissance a été de +0,4 point, contre +0,3 point prévu en décembre. Cet écart est principalement imputable à la consommation des ménages, en hausse de 0,4 % contre +0,3 % prévu. Le dynamisme de la consommation en produits fabriqués, en raison notamment du durcissement au 1^{er} janvier du malus automobile, et du déblocage de l'épargne salariale, a été plus correctement anticipé (+1,3 % contre +1,2 % cf. éclairage de la fiche « Consommation des ménages »). Mais le dynamisme de la consommation alimentaire

1- Graphique des risques associé à la Note de conjoncture de décembre 2013 et croissance réalisée



Source : Insee

n'avait pas été anticipé (+0,8 % contre +0,2 % prévu) et la consommation d'énergie-eau-déchets a moins reculé que prévu (-1,4 % contre -3,0 % dans la *Note de décembre*).

L'investissement des entreprises a légèrement plus progressé qu'attendu au quatrième trimestre (+0,9 % contre +0,7 % prévu). Si l'investissement manufacturier est en ligne avec notre prévision (+1,2 %), l'investissement en construction a en revanche surpris à la hausse au quatrième trimestre (+0,6 % contre -0,2 % prévu). Ce rebond inattendu est probablement lié au faible nombre de jours de gel observé au quatrième trimestre.

Comme prévu en décembre, les exportations ont plus augmenté que les importations. Le dynamisme des importations a été plus faible qu'anticipé (+0,7 % contre +1,1 % prévu), notamment du fait d'un recul des produits énergétiques importés plus important qu'attendu (-5,2 % contre -0,7 % anticipé). La chute de la production de la branche « cokéfaction-raffinage », due à des maintenances ou à des mouvements sociaux non anticipés, a, entre autres, contribué à ce recul. De plus, les importations de produits agricoles se sont repliées, contrairement à ce qui était anticipé (-2,9 % contre +2,0 % dans la *Note de décembre*). De même, les exportations ont moins rebondi qu'attendu (+1,3 % contre +2,3 % dans notre scénario de décembre, après -1,1 % au troisième trimestre). Nous anticipions une forte progression dans la branche manufacturière, portée par le contrecoup de la baisse des exportations en matériels de transport au troisième trimestre (-6,8 %). Ce rebond s'est matérialisé mais moins que prévu (+3,7 % au quatrième trimestre) et, au total, les exportations manufacturières ont moins progressé qu'anticipé (+1,5 % contre +3,1 % prévu dans la *Note de décembre*). La variation des stocks de produits manufacturés, qui compense le rebond des exportations, a contribué pour -0,2 point à la croissance du quatrième

trimestre. Les exportations de produits agricoles ont progressé : +2,4 % au quatrième trimestre alors que nous les anticipions stables en décembre.

Enfin, bien que l'activité ait surpris à la baisse, l'emploi des branches marchandes non agricoles a progressé (+15 000 emplois) tandis que nous attendions une légère baisse (-7 000). Le taux de chômage a ainsi baissé de 0,1 point alors que nous le prévoyions stable.

Notre prévision de croissance pour le premier semestre 2014 est quasi inchangée

Notre prévision de croissance de l'activité pour le premier semestre 2014 est maintenue en moyenne à +0,2 % par trimestre. En mars, le climat des affaires mesuré par les enquêtes de conjoncture est globalement à son niveau de décembre. Toutefois, nous anticipons désormais une croissance plus faible au premier qu'au deuxième trimestre (+0,1 % puis +0,3 %) car elle serait pénalisée d'une part par la chute de la production d'énergie, en raison de la douceur des températures cet hiver et d'autre part par le contrecoup dans le commerce et les travaux publics, après le dynamisme du quatrième trimestre. *A contrario*, la reconstitution des stocks dans l'industrie manufacturière au premier trimestre compenserait la faiblesse de la demande. Enfin, l'inflation à l'horizon de la prévision serait légèrement plus faible que prévu lors de la *Note de décembre* (+0,9 % contre +1,1 % attendu), en raison d'une révision à la baisse des prix énergétiques. Notre scénario prévoit en effet un prix du baril de *Brent* à 78 € à l'horizon de la prévision contre 82 € dans la *Note de décembre*. Les effets que nous anticipons du CICE et de l'augmentation des taux de TVA sont en revanche inchangés. ■

Production

La production de biens et services a rebondi au quatrième trimestre 2013 (+0,2 %) après un troisième trimestre en repli (-0,2 %). Dans l'industrie manufacturière, l'activité s'est stabilisée (0,0 % après -1,1 %). La production dans les services marchands a légèrement accéléré (+0,4 % après +0,2 %) et l'activité dans la construction a rebondi (+0,3 % après -0,4 %).

Depuis novembre 2013, le climat des affaires s'est stabilisé en France. Dès lors, la production de biens et de services progresserait à un rythme toujours modéré au premier semestre 2014 (+0,3 % au premier trimestre et +0,4 % au deuxième).

Une hausse régulière de la production de biens et services au premier semestre 2014

Au quatrième trimestre 2013, la production de biens et services a rebondi (+0,2 % après -0,2 % au troisième trimestre 2013). Sa progression a été inférieure à celle de la valeur ajoutée correspondante du fait de la faiblesse de l'activité dans les branches énergie et cokéfaction, intenses en consommations intermédiaires. Selon l'indicateur de climat des affaires en France, issu des enquêtes de conjoncture, les chefs d'entreprise n'anticipent pas de signe d'amélioration début 2014 : en mars, il se situe à 95 points après trois mois à 94 points. Il est inférieur, à sa moyenne de long terme dans l'ensemble des secteurs, hormis l'industrie, et reste même dégradé dans les services et le bâtiment (cf. graphique 1). Au premier semestre 2014, la production de biens et services aurait le même profil que le PIB (+0,3 % puis +0,4 %), tout en étant en moyenne un peu plus

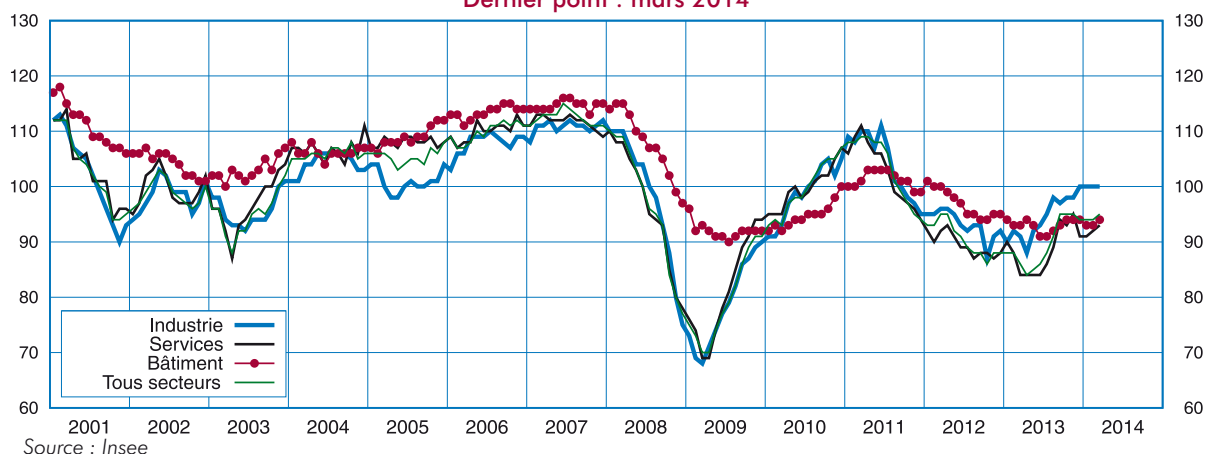
dynamique, car la branche manufacturière, intense en consommations intermédiaires, croîtrait plus vite que l'ensemble de l'économie (cf. graphique 2).

La production manufacturière rebondirait au premier semestre 2014

Après un recul marqué au trimestre précédent (-1,1 %), la production manufacturière s'est stabilisée au quatrième trimestre 2013 (0,0 %). La seule branche nettement baissière est celle de la cokéfaction-raffinage (-8,2 %), où la chute de l'activité est principalement due à l'arrêt de plusieurs raffineries pour des raisons de maintenance ou de grèves du personnel. L'activité s'est stabilisée dans la branche des industries agro-alimentaires (0,0 %) ; elle a progressé légèrement dans celle des matériels de transport (+0,4 %), dans les « autres branches industrielles » (+0,6 %) et nettement dans la branche des biens d'équipement (+1,6 %).

L'indicateur du climat des affaires dans l'industrie a retrouvé sa moyenne de long terme depuis décembre 2013 et les industriels interrogés en mars 2014 (cf. graphique 3) restent relativement optimistes, les soldes d'opinion se situant tous proches de leur moyenne de longue période. Ainsi, la progression de la production manufacturière (+0,9 % au premier trimestre 2014) serait proche de l'acquis à fin janvier, la contribution positive des stocks compensant la faiblesse de la demande. Cette dernière se prolongerait au deuxième trimestre, ce qui pèserait sur la production, qui ralentirait (+0,3 %). L'acquis de croissance annuelle pour 2014 s'établirait ainsi à +1,1 % à l'issue du premier semestre.

1 - Indicateurs synthétiques en France : tous secteurs, dans l'industrie, les services et le bâtiment
Dernier point : mars 2014



Dans la construction, l'activité se replierait au premier semestre 2014

Au quatrième trimestre 2013, la production dans le secteur de la construction s'est améliorée (+0,3 % après -0,4 % au troisième trimestre 2013). Plusieurs effets se sont conjugués : l'effet retardé du rebond des mises en chantier début 2013, l'anticipation de certaines dépenses d'entretien de logement du fait de la hausse du taux de TVA au 1^{er} janvier et la forte progression de l'activité dans les travaux publics, sans doute à relier au cycle électoral dans les communes.

La production dans le secteur de la construction se replierait à nouveau au premier semestre 2014 (-0,7 % au premier trimestre et -0,7 % au deuxième trimestre). Le nombre de mises en chantier de logements neufs a, en effet, baissé aux troisième et quatrième trimestres 2013 et, compte tenu des délais d'activité dans le secteur, la production reculerait au premier semestre 2014. Ainsi, dans le secteur du bâtiment, l'opinion des entrepreneurs sur leur activité reste dégradée en 2014

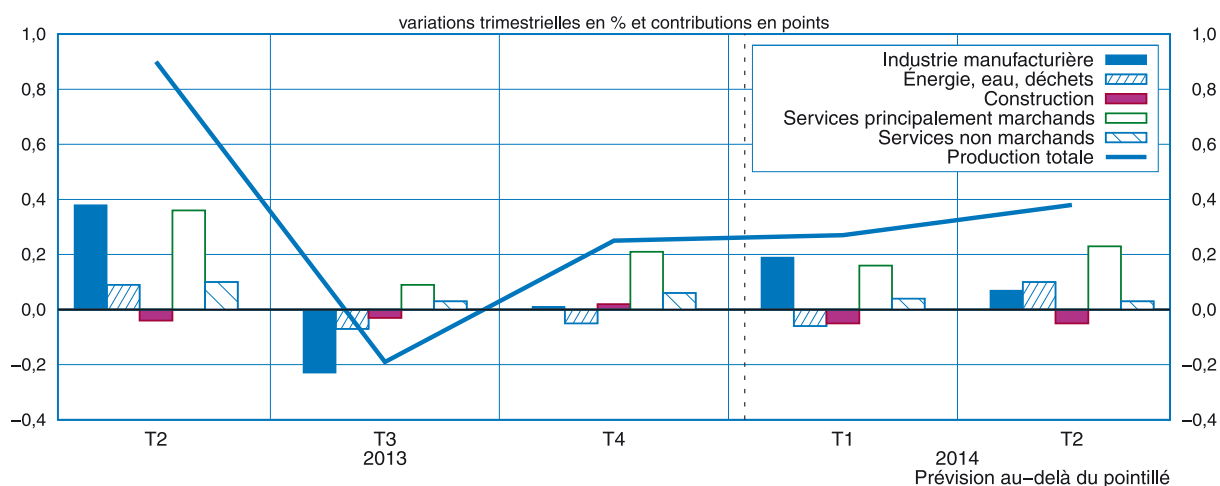
(cf. graphique 4). C'est également le cas dans le secteur des travaux publics où la production devrait pâtir de la tenue des élections municipales.

Sur l'ensemble de l'année 2013, la production dans le secteur de la construction a diminué de 2,2 %. Mi-2014, son acquis de croissance pour l'année 2014 s'établirait à -1,3 %.

L'activité des services marchands hors commerce continuerait de progresser au premier semestre 2014

Au quatrième trimestre 2013, l'activité des services marchands hors commerce a légèrement accéléré (+0,4 % après +0,2 % au trimestre précédent). Cette accélération concerne notamment les secteurs des services aux entreprises (+0,5 % après -0,1 %) et de l'information-communication (+0,6 % après -0,7 %), qui ont bénéficié du rebond de la demande de l'industrie et de l'investissement en services. L'activité dans les services immobiliers a progressé à un rythme proche de celui du trimestre précédent (+0,3 % après +0,2 %) tout comme celle des activités

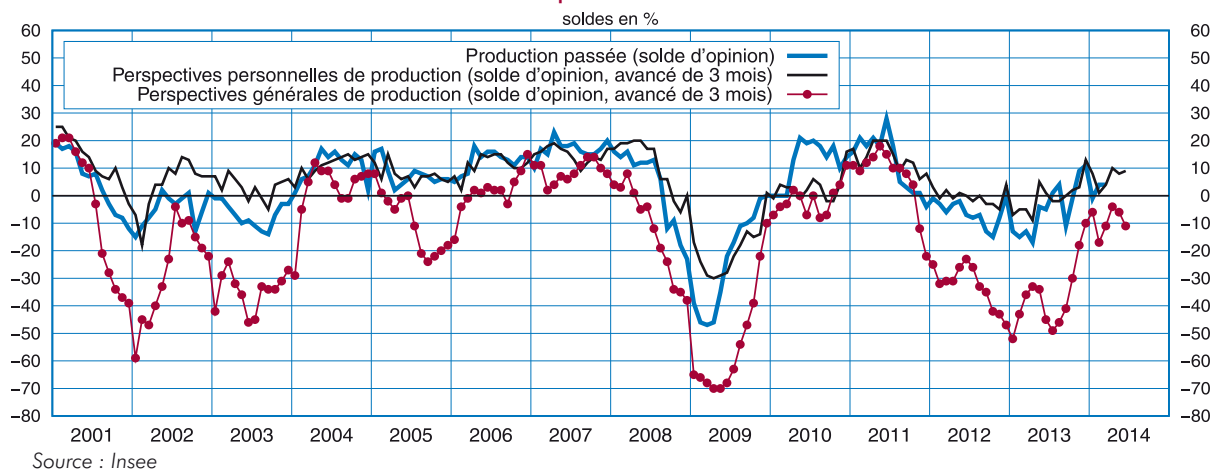
2 - Contributions sectorielles à la croissance de la production totale



Source : Insee

3 - Opinion relative à la production dans l'industrie manufacturière

Dernier point : mars 2014



Source : Insee

financières (+0,8 % après +0,8 %) alors que celle dans les services de transports a stagné (0,0 % après +1,1 %).

Selon les chefs d'entreprise interrogés, la conjoncture dans les services s'est stabilisée ces derniers mois : l'indicateur synthétique du climat des affaires s'établit à 93 en mars, en dessous de sa moyenne de long terme (100). Au premier semestre 2014, l'activité continuerait de progresser à un rythme modéré (+0,4 % en moyenne par trimestre), en lien avec la croissance attendue de la demande adressée par l'industrie et de l'investissement en services (+0,5 % par trimestre).

Mi-2014, l'acquis de croissance de la production dans le secteur des services marchands hors commerce serait de +1,3 %, après une progression de 1,1 % en 2013.

La progression des services principalement non marchands se poursuivrait

Dans les services principalement non marchands, l'activité a progressé de 0,4 % au quatrième trimestre 2013, après +0,2 % au troisième trimestre. Elle se poursuivrait à ce rythme au premier semestre 2014 (+0,2 % par trimestre).

À l'horizon de la prévision, l'acquis de croissance de la production de services non marchands serait de +1,0 % pour l'année 2014, après +1,5 % en 2013.

L'activité commerciale serait dynamique au premier semestre 2014

L'activité commerciale a nettement progressé au quatrième trimestre 2013 (+0,6 % après +0,2 %), en particulier en raison de l'embellie des exportations en produits manufacturés (+1,5 % après -2,0 %) et de l'accélération de la consommation des ménages en produits manufacturés (+0,9 % après +0,4 %).

Au premier trimestre 2014, l'activité dans le commerce serait atone (+0,1 %) en raison notamment du recul de la consommation des ménages en biens manufacturés (-0,5 %). Selon les enquêtes de conjoncture dans le commerce de gros et dans le commerce de détail (mars 2014), le climat des affaires se cristallise dans ces deux secteurs. Les deux soldes d'opinion relatifs à l'activité passée restent mal orientés et en dessous de leur moyenne de long terme. Si, dans le commerce de gros, la situation de l'activité passée est contrastée selon les secteurs (progrès dans les secteurs des produits alimentaires et boissons et des biens d'équipement, baisse dans celui des biens domestiques), celle-ci reste terne tant dans le commerce de détail que dans le commerce automobile.

Au deuxième trimestre 2014, l'activité commerciale se redresserait (+0,4 %), soutenue par le rebond de la consommation des ménages en biens manufacturés (+0,5 %).

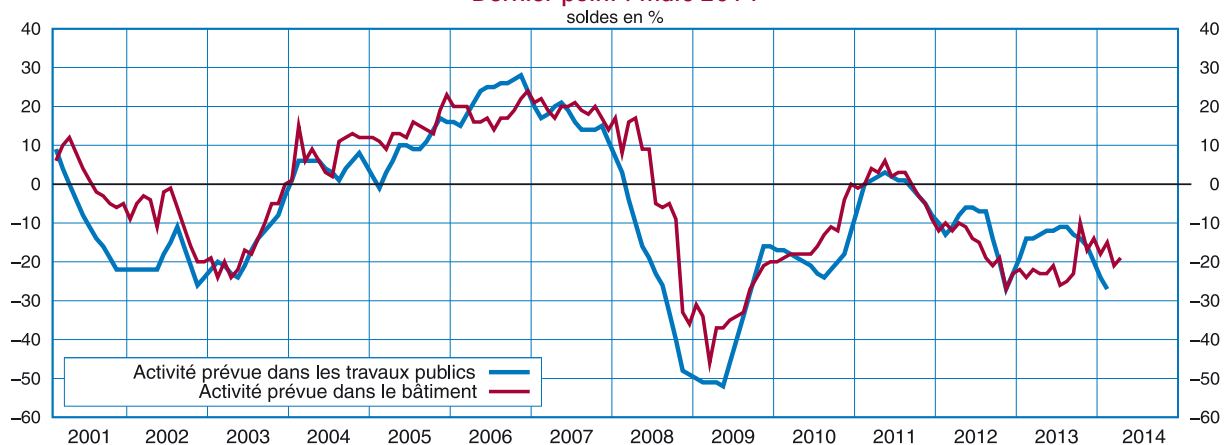
Mi-2014, l'acquis de croissance de la production dans le commerce serait de +1,1 % (après +0,3 % pour l'année 2013).

La production d'énergie de nouveau pénalisée au premier trimestre par les températures douces

La production d'énergie a reculé au quatrième trimestre 2013 (-1,1 %), du fait d'un début d'hiver particulièrement doux. Elle baisserait de nouveau au premier trimestre 2014 (-1,5 %), pour la même raison. Sous l'hypothèse d'une météorologie conforme aux normales saisonnières, la production d'énergie rebondirait au deuxième trimestre (+2,4 %), soutenue par une consommation d'énergie des ménages plus dynamique (+4,6 %).

Mi-2014, l'acquis de croissance de la production d'énergie s'établirait à -0,8 % après une hausse de 1,7 % en 2013. ■

4 - Activité prévue dans la construction Dernier point : mars 2014



Source : Insee

Comment les entreprises vont-elles utiliser le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) en 2014 ?

Le CICE est un crédit d'impôt qui s'apparente à un allègement de cotisations sociales

Le CICE est un crédit d'impôt, proportionnel à la masse salariale inférieure à 2,5 Smic. S'il peut par certains côtés être assimilé à un allègement de cotisations sociales sur les bas et moyens salaires, il est difficile d'anticiper la perception qu'en auront les entreprises et donc l'impact de cette mesure en 2014 (cf. éclairage « *Quels effets attendre du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) en 2014 ?* », décembre 2013). En améliorant la situation financière des entreprises, le CICE peut influencer sur leur comportement : elles peuvent diminuer leur prix, augmenter leurs dépenses d'investissement ou leur masse salariale, via plus d'emplois ou des salaires plus élevés. Grâce à de nouvelles questions introduites dans les enquêtes de conjoncture, des premières indications sur la manière dont les entreprises vont utiliser le CICE en 2014 sont disponibles.

De nouvelles questions ont été introduites dans les enquêtes de conjoncture

En janvier 2014, environ huit mille entreprises du secteur des services¹ et de l'industrie² ont été interrogées sur leur utilisation du CICE. Le champ de l'enquête représente plus de 50 % du montant total théorique qui sera versé aux entreprises au titre du CICE³.

Les questions posées sont les suivantes :

Crédit d'impôt pour la compétitivité de l'emploi (CICE)

Selon vous, combien allez-vous percevoir en 2014 au titre du CICE ? milliers d'euros

S'agissant de votre entreprise, veuillez indiquer si le CICE, d'ici la fin de l'année 2014, aura un effet sur :

(Placer une croix dans la case qui convient)

| | | |
|---------------------------------|------------------------------|------------------------------|
| 1 - le niveau d'emploi | <input type="checkbox"/> oui | <input type="checkbox"/> non |
| 2 - le niveau d'investissement | <input type="checkbox"/> oui | <input type="checkbox"/> non |
| 3 - le niveau des salaires | <input type="checkbox"/> oui | <input type="checkbox"/> non |
| 4 - le niveau des prix de vente | <input type="checkbox"/> oui | <input type="checkbox"/> non |

Finalement, quelle part du CICE sera utilisée pour accroître ou préserver vos marges ? %

Le taux de réponse observé sur ces questions est plus faible que celui généralement obtenu dans ces enquêtes. Plusieurs explications peuvent être avancées. Tout d'abord, il est plus difficile de répondre à de nouvelles questions. Ensuite, les questions sur le CICE sont plus complexes que celles posées habituellement : il ne s'agit pas simplement de répondre sur la hausse ou la baisse de certains indicateurs, mais de déterminer l'effet d'une mesure sur ces indicateurs. Enfin, en janvier 2014, une partie des entreprises n'avait pas encore suffisamment de visibilité sur cette aide financière non perçue

pour la plupart des entreprises. Au total, le taux de réponse observé est de l'ordre de 50 % pour les entreprises industrielles et 40 % pour celles de services.

Le plus souvent, les entreprises comptent utiliser le CICE pour investir et embaucher davantage

Les entreprises déclarent utiliser le CICE en premier lieu pour investir : environ une entreprise sur deux considère que le CICE aura un effet sur son niveau d'investissement (53 % dans les services et 46 % dans l'industrie, cf. tableau). Cet impact est encore plus marqué dans les secteurs de services administratifs et de soutien, de l'hébergement-restauration, des autres matériels de transport et des industries agricoles et alimentaires.

Le CICE permettrait également aux entreprises d'embaucher en 2014. Elles sont 43 % dans les services à juger que cette mesure aura un effet sur leur niveau d'emploi et 31 % dans l'industrie. Dans le secteur des activités immobilières, elles seraient même plus nombreuses à l'utiliser pour augmenter les emplois que pour investir.

L'effet du CICE sur les niveaux des salaires et des prix de vente serait plus faible. Dans le secteur des services, 38 % des entreprises utiliseraient le CICE pour augmenter les salaires, particulièrement dans le secteur de l'hébergement et de la restauration. 29 % l'emploieraient pour baisser leur prix de vente. Dans l'industrie, 20 % des entreprises consacraient une part du CICE à augmenter les salaires et 21 % à baisser leur prix de vente.

Enfin, en décomposant les réponses suivant la taille des entreprises, on trouve que plus l'entreprise est grande, plus elle aurait tendance à utiliser le CICE pour investir, embaucher et diminuer ses prix de vente.

Un effet sur les profits des entreprises difficilement mesurable

En moyenne, les entreprises disent utiliser 50 % du CICE pour accroître ou préserver leurs marges. Cette moyenne cache une grande disparité : 32 % des entreprises répondent qu'elles emploieraient exclusivement le CICE pour améliorer leurs marges, et 29 % affirment que cette mesure ne serait pas du tout utilisée dans ce but. Cette hétérogénéité dans les réponses provient probablement d'une interprétation différente de la question suivant les entreprises⁴. L'effet du CICE sur les seuls profits des entreprises ne peut donc pas être mesuré par leur réponse sur la part du CICE consacrée aux marges.

(1) Hors transport

(2) Uniquement les entreprises de plus de vingt salariés

(3) Les principaux secteurs non interrogés sont ceux du commerce, des transports et de la construction.

(4) En particulier, certaines entreprises ont pu considérer que l'embauche permise par le CICE permettrait d'accroître ou de préserver ses marges, dans une vision dynamique.

Les caractéristiques des entreprises qui utilisent le plus le CICE

En croisant ces résultats avec les réponses des entreprises aux questions récurrentes des enquêtes de conjoncture, il est possible de répondre aux questions suivantes (cf. graphique).

L'utilisation du CICE est-elle liée à la situation conjoncturelle ?

Globalement, une situation conjoncturelle favorable semble effectivement jouer positivement sur l'utilisation du CICE. Dans l'industrie et les services, les entreprises qui ont une opinion favorable de l'évolution de l'activité dans leur secteur sont plus nombreuses à répondre qu'elles utiliseront le CICE, et l'écart est particulièrement marqué sur l'emploi. Ce résultat est également vérifié, mais de manière un peu moins nette⁵, pour les entreprises qui déclarent une hausse de leur chiffre d'affaires sur les six derniers mois.

Le CICE influence-t-il les entreprises dans leur choix d'investir ?

Les entreprises qui pensent augmenter le plus leur investissement dans les prochains mois seraient plus nombreuses que les autres à utiliser le CICE pour investir. En outre, les entreprises industrielles qui déclarent ne pas pouvoir produire plus avec leur capacité de production actuelle sont également celles qui disent utiliser plus le CICE pour investir.

La situation de trésorerie a-t-elle un effet sur l'utilisation qui sera faite du CICE ?

Les entreprises industrielles qui disent rencontrer des difficultés de trésorerie seraient moins nombreuses à utiliser le CICE pour investir, augmenter leur masse salariale ou baisser leur prix. Logiquement, elles préféreraient donc s'en servir pour améliorer leur trésorerie. Dans les services, le résultat est plus contrasté : les entreprises jugeant leur situation de trésorerie difficile auraient tendance à moins employer le CICE pour augmenter leur masse salariale, en

revanche, elles l'utiliseraient plus souvent pour investir ou diminuer leurs prix de vente que celles ayant une situation de trésorerie aisée.

Dans quels cas le CICE conduit-il plus particulièrement à baisser les prix ?

Les entreprises industrielles qui jugent que leur position compétitive sur le marché européen s'est détériorée au cours des derniers mois, ainsi que celles qui jugent que le niveau des prix va baisser dans le secteur, utiliseraient davantage que les autres le CICE pour baisser leur prix de vente.

Parmi l'ensemble des secteurs interrogés sur l'utilisation du CICE, le secteur de l'hébergement et de la restauration présente la particularité d'être affecté par la hausse de 3 points du taux de TVA au 1^{er} janvier 2014 (contre seulement 0,4 point pour les autres secteurs⁶). A priori, dans ce secteur, le CICE pourrait donc avoir un plus grand effet sur le prix de vente, pour compenser partiellement la hausse de TVA. En fait, un tel effet n'est pas constaté dans les réponses : comme dans les autres secteurs, la majorité des entreprises pense s'en servir pour investir (68 %) et seulement 22 % l'utiliseraient pour baisser leur prix de vente. Cependant, de grandes disparités existent dans ce secteur. Ainsi, les entreprises avec un chiffre d'affaires en baisse ou qui jugent que la situation de leur entreprise s'est détériorée au cours du dernier semestre utiliseraient plus souvent le CICE pour baisser leur prix de vente (plus de 40 %) que pour investir ou employer. Elles peuvent ainsi chercher à compenser la hausse de la TVA dans le but de conserver ou accroître leur activité. ■

(5) Notamment, dans l'industrie, les entreprises dont la production est en hausse, seront relativement moins nombreuses à baisser leur prix de vente sous l'effet du CICE.

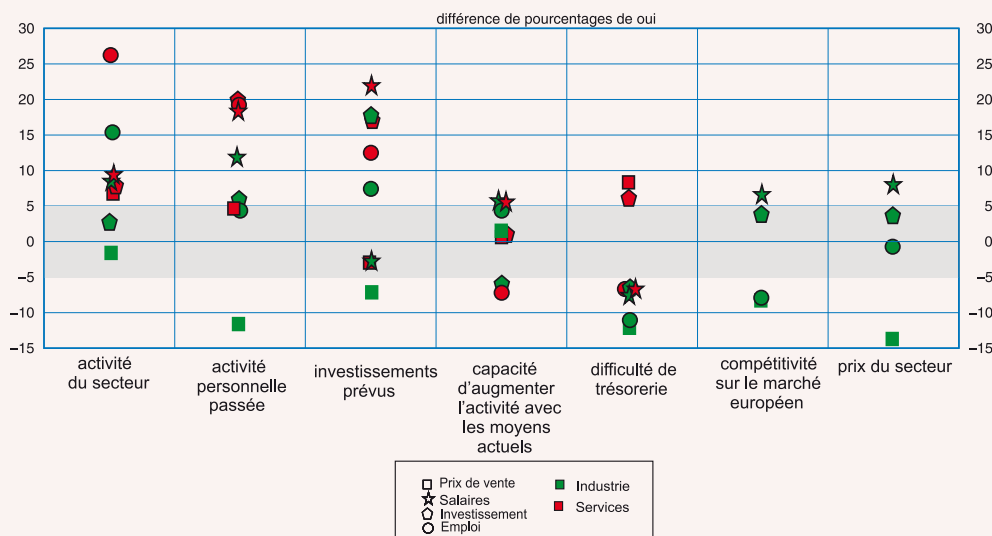
(6) Pour mémoire, la construction et les transports, également affectés par l'augmentation de 3 points du taux de TVA, n'ont pas été interrogés sur le CICE.

Réponses aux questions sur le CICE par secteur

| Niveau A21 | Effet sur (% de oui) | | | |
|--|----------------------|----------------|------------|---------------|
| | Emploi | Investissement | Salaire | Prix de vente |
| I : Hébergement, restauration | 36% | 68% | 38% | 22% |
| J : Information, communication | 37% | 50% | 27% | 15% |
| L : Activités immobilières | 29% | 10% | 18% | 4% |
| M : Activités spécialisées, scientifiques et techniques | 30% | 36% | 29% | 16% |
| N : Activités de services administratifs et de soutien | 68% | 75% | 57% | 57% |
| Total services | 43% | 53% | 38% | 29% |
| 29 : Automobiles | 14% | 27% | 10% | 24% |
| 30 : Autres matériels de transport | 44% | 70% | 36% | 62% |
| C1 : Industries agricoles et alimentaires | 29% | 58% | 22% | 21% |
| C3 : Équipements électriques, électroniques, informatiques et services | 32% | 48% | 22% | 28% |
| C5 : Autres industries | 36% | 50% | 21% | 18% |
| Total industrie | 31% | 46% | 20% | 21% |

Note de lecture : Dans le secteur automobile, les entreprises sont 27 % à juger que le CICE aura un impact sur le niveau d'investissement en 2014, 24 % à juger que le CICE aura un impact sur le niveau des prix de vente en 2014. La somme des quatre pourcentages peut excéder 100 % car le CICE peut être à la fois utilisé pour investir, augmenter la masse salariale ou baisser les prix de vente.

Réponses aux questions sur le CICE suivant les caractéristiques des entreprises



Note de lecture : Si le point est situé dans la zone positive significative (différence de pourcentages de réponses « oui » supérieure à 5), alors les entreprises ayant répondu en hausse ou positivement à la question sont relativement plus nombreuses à utiliser le CICE que celles ayant répondu en baisse ou négativement. Si le point est dans la zone négative significative, c'est l'inverse.

Par exemple, les entreprises industrielles qui ont répondu en janvier qu'elles pensaient que le volume de production industrielle au cours des trois prochains mois allait augmenter sont relativement plus nombreuses à utiliser le CICE pour embaucher que celles ayant répondu que ce volume allait baisser : dans la colonne « activité du secteur », le rond vert correspondant à l'emploi dans l'industrie est dans la partie positive significative du graphique. Ainsi, entre les entreprises industrielles qui ont une opinion sur le secteur en hausse et celles qui ont une opinion en baisse, il y a 15 points de différence sur la part d'entreprises qui répond « oui » à l'effet du CICE sur le niveau d'emploi en 2014.

Les questions posées aux entreprises industrielles (respectivement de services) dans les enquêtes de conjoncture sont les suivantes :

- activité du secteur : évolution probable au cours des trois prochains mois du volume de la production industrielle (respectivement de l'activité de votre secteur) ? (hausse, stabilité ou baisse)

- activité personnelle passée : évolution de votre production (respectivement chiffres d'affaires) au cours des trois derniers mois ? (hausse, stabilité ou baisse)

- investissements prévus : évolution de vos investissements entre le second semestre 2013 et le premier semestre 2014 (respectivement entre le quatrième trimestre 2013 et le premier trimestre 2014) ? (hausse, stabilité ou baisse)

- capacité d'augmenter son activité avec les moyens actuels : si vous receviez plus de commandes (respectivement si la demande augmentait), pourriez-vous produire davantage (respectivement accroître le volume de votre activité) avec vos moyens actuels ? (hausse, stabilité ou baisse)

- difficulté de trésorerie : éprouvez-vous actuellement des difficultés de trésorerie ? (oui ou non) (respectivement compte tenu de la saison, votre situation de trésorerie est-elle actuellement aisée, normale ou difficile ?)

- compétitivité sur le marché européen : évolution au cours des trois prochains mois de votre position compétitive sur les marchés étrangers à l'intérieur de l'Union Européenne ? (hausse, stabilité ou baisse)

- prix du secteur : évolution probable au cours des trois prochains mois du niveau général des prix des produits industriels ? (hausse, stabilité ou baisse).

Environnement international de la France

Au quatrième trimestre 2013, l'activité a continué de progresser fortement dans les économies avancées (+0,6 % après +0,6 %). Selon les enquêtes de conjoncture, qui sont aujourd'hui à un niveau élevé et particulièrement en Europe, l'activité resterait dynamique au premier semestre (+0,5 % au premier trimestre puis +0,3 % au deuxième). Ce profil trimestriel serait heurté sous l'effet de la hausse de TVA au Japon en avril.

Après avoir rebondi au second semestre 2013, les économies émergentes traversent une nouvelle zone de turbulences monétaires. Déjà bousculées au printemps dernier, leurs monnaies se sont à nouveau dépréciées, en lien avec la sortie de l'assouplissement quantitatif américain, et leurs banques centrales ont continué de resserrer leurs politiques monétaires. Au total, à l'exception des économies de l'est de l'Union Européenne qui resteraient vigoureuses, l'activité des économies émergentes décélérerait et leurs importations ralentiraient.

Soutenu par la demande des pays avancés, le commerce mondial conserverait un rythme de croissance modéré.

Fed et Bote font face à la baisse du chômage

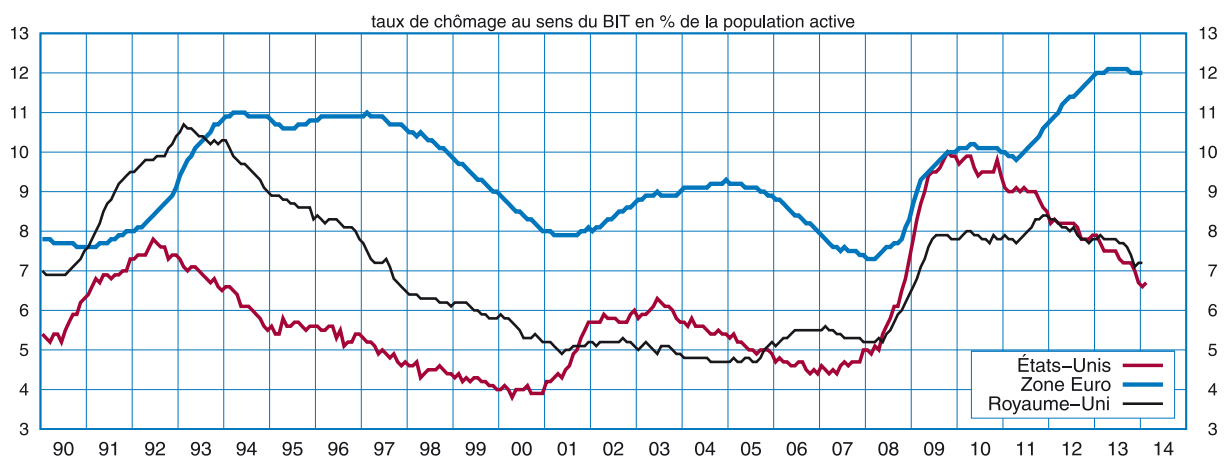
Les banques centrales des économies avancées ont des marges de manœuvre réduites, leurs taux directeurs se situant au plus bas. Depuis trois ans, elles mobilisent des instruments non conventionnels

pour assouplir davantage leur politique monétaire. Néanmoins, la Fed a ralenti ses achats de titres et continuerait de les réduire à hauteur de 10 Mds \$ par mois jusqu'à l'été. En outre, la rapidité de la baisse du chômage (cf. graphique 1) a conduit les autorités monétaires américaines et britanniques à nuancer leurs indications prospectives. Dans la zone euro, où les tensions sur les dettes souveraines se sont nettement apaisées, la Banque Centrale Européenne maintient une politique accommodante et a de nouveau abaissé son taux directeur début novembre. En revanche, son bilan se contracte nettement, les banques ayant déjà remboursé 40 % des prêts accordés dans le cadre des opérations exceptionnelles de refinancement menées fin 2011 et début 2012.

Crise de change dans les économies émergentes

La perspective d'un ralentissement de la création monétaire aux États-Unis avait provoqué un premier rapatriement des capitaux investis dans les pays émergents et une dépréciation de leurs monnaies à l'été 2013, en particulier dans les pays à fort déficit courant. Après une accalmie au second semestre, les sorties de capitaux ont repris en décembre, entraînant une nouvelle glissade des marchés financiers et des monnaies, notamment en Argentine, en Russie et en Turquie. Les banques centrales sont alors intervenues sur le marché des changes et ont de nouveau resserré leurs politiques monétaires, sur fond de tensions inflationnistes.

1 - Le chômage baisse rapidement dans les pays anglo-saxons



Sources : BLS, ONS, Eurostat

La consolidation budgétaire ralentirait de part et d'autre de l'Atlantique

Aux États-Unis, l'orientation de la politique budgétaire a été nettement restrictive en 2013 : les impôts ont augmenté fortement et les dépenses publiques se sont rapidement contractées. Le déficit public est ainsi passé de 9,3 % du PIB en 2012 à 6,4 % du PIB en 2013. Cependant, à la suite du vote du budget 2014 par le Congrès en janvier, le rythme de la consolidation budgétaire ralentirait nettement. Dans la zone euro, l'orientation des politiques budgétaires serait globalement moins contrainte en 2014 qu'en 2013. En revanche, au Japon, la politique budgétaire prendrait un tour nettement restrictif : la TVA a augmenté de 3 points au 1^{er} avril et le soutien des plans de relance par l'investissement public faiblirait à l'horizon de la prévision.

L'inflation resterait faible dans les économies avancées

Depuis fin 2011, l'inflation se modère grâce au recul des prix des matières premières. Au quatrième trimestre 2013, l'augmentation des prix à la consommation dans les pays avancés ne s'est ainsi élevée qu'à +1,1 % en glissement annuel. Sous l'hypothèse d'une stabilisation du prix du pétrole autour de 108 \$, l'inflation se redresserait, par effet de base et du fait de la hausse de la TVA au Japon au deuxième trimestre (+1,5 %).

Depuis début 2012, l'inflation sous-jacente recule, d'autant plus que le niveau toujours élevé du chômage pèse sur le pouvoir de négociation des salariés. Au quatrième trimestre, elle s'est établie à +1,2 % en glissement annuel. À la faveur de l'amélioration conjoncturelle, elle augmenterait légèrement.

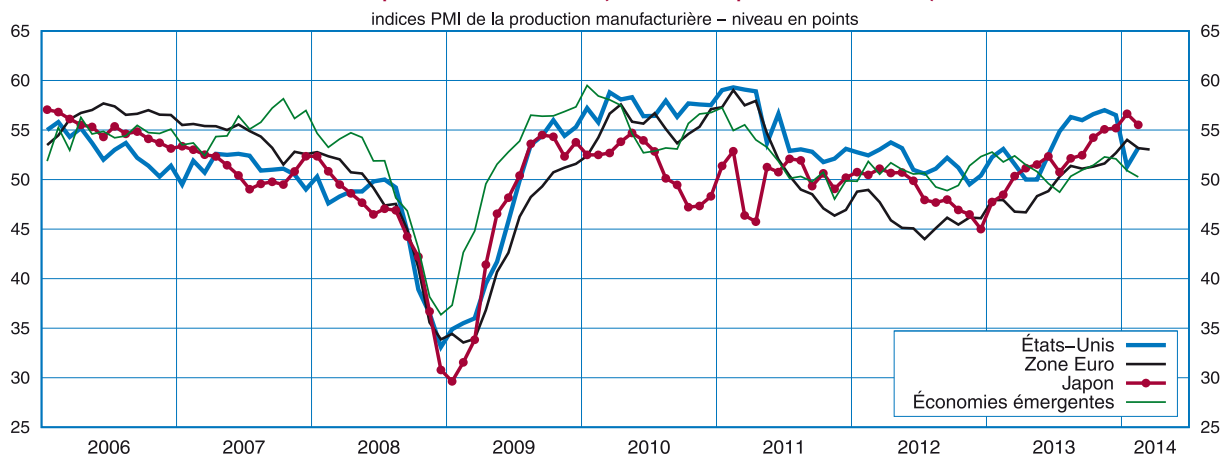
L'activité dans les économies émergentes ralentirait

Au second semestre 2013, l'activité a globalement accéléré dans les économies émergentes, en particulier dans les PECO et en Chine, et leurs importations ont retrouvé de la vigueur (cf. tableau). Néanmoins, début 2014, sous l'effet de la nouvelle dépréciation des changes et des resserrements monétaires, le climat des affaires se tasse à nouveau et se situe à un niveau très bas, comparativement au niveau moyen des années 2000. L'activité ralentirait donc dans les économies émergentes au premier semestre 2014. À l'exception des pays d'Europe centrale qui s'inscrivent dans le mouvement de reprise de l'activité sur le continent, ce ralentissement serait général. En Chine, le climat des affaires s'est dégradé en début d'année et l'encours de crédit, qui progressait vigoureusement, semble ralentir. En Amérique du Sud et en Asie émergente, les resserrements monétaires couplés à la dépréciation forte des monnaies pèseraient sur les débiteurs, largement endettés en dollars, et l'activité resterait atone.

L'embellie se confirme pour les économies avancées...

Au quatrième trimestre 2013, la croissance est restée soutenue dans les économies avancées (+0,6 % après +0,6 %). En particulier, la demande intérieure y est restée dynamique, et les exportations sont reparties à la hausse. En moyenne annuelle sur l'ensemble de l'année 2013, l'activité n'a toutefois pas accéléré (+1,3 % après +1,4 % en 2012) en raison de l'effet d'acquis (stagnation du PIB durant les trois derniers trimestres de 2012) alors que, depuis début 2013, l'activité croît assez vigoureusement. Le climat conjoncturel global s'est nettement amélioré entre mi-2013 et fin 2013 et reste aujourd'hui à un

2 - Le climat des affaires reste bien orienté dans les économies avancées Dernier point : février 2014 (mars 2014 pour la zone euro)



Sources : Markit, Institute for Supply Management

niveau élevé : l'activité dans les économies avancées serait de nouveau dynamique au premier trimestre 2014 (+0,5 %), avant de ralentir légèrement au deuxième trimestre 2014 (+0,3 %), essentiellement sous l'effet de la hausse de la TVA au Japon.

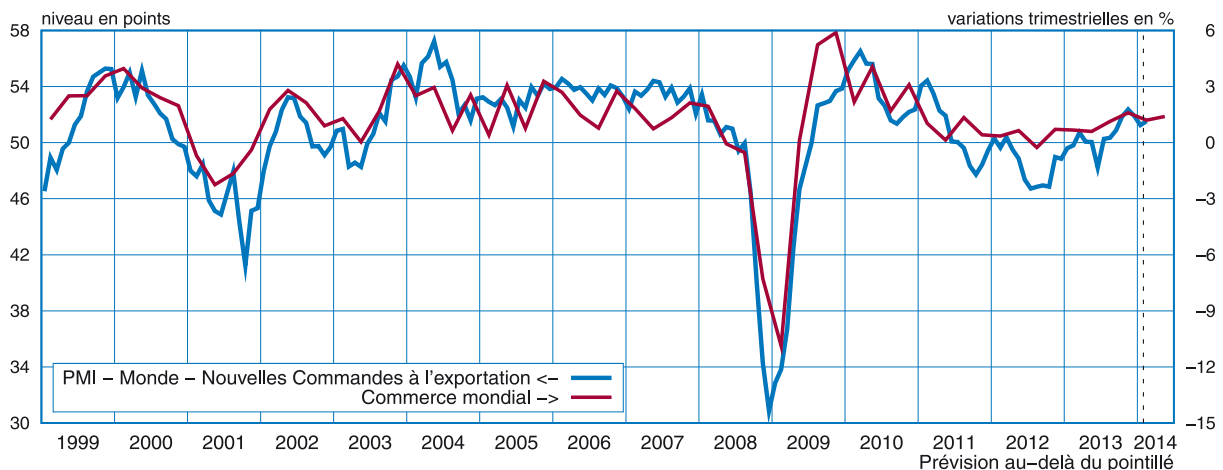
... notamment en Europe.

Les décalages conjoncturels, qui étaient très importants début 2013, tendraient à se réduire à l'horizon de la prévision (cf. graphique 2). Aux États-Unis et au Royaume-Uni, la demande intérieure continuerait de progresser vigoureusement, notamment la consommation privée, stimulée par la baisse du chômage et les effets de richesse. Dans la zone euro, l'activité retrouverait de l'élan en Italie et en Espagne et accélérerait en Allemagne.

Accélération de la demande mondiale adressée à la France

Au quatrième trimestre 2013, le commerce mondial a accéléré (+1,6 % après +1,1 %). Pour l'ensemble de l'économie mondiale, la composante des nouvelles commandes à l'exportation des enquêtes PMI se tasse légèrement début 2014 (cf. graphique 3). De même, selon les données douanières asiatiques, les échanges ralentiraient au premier trimestre, notamment la demande en provenance des économies émergentes. Au total, les échanges progresseraient de 1,2 % au premier trimestre, puis 1,4 % au deuxième. Au premier semestre 2014, l'accélération des importations des pays avancés, en particulier européens, soutiendrait la demande mondiale adressée à la France qui progresserait au même rythme que le commerce mondial. ■

3 - Le commerce mondial ralentirait légèrement d'ici mi-2014



Sources : Markit, Centraal PlanBureau, prévisions INSEE

Synthèse du scénario international

| | Variations trimestrielles en % | | | | | | | | | | Variations annuelles en % | | | |
|---------------------------------------|--------------------------------|-----|------|------|------|-----|-----|-----|------|-----|---------------------------|------|------|-----------|
| | 2012 | | | | 2013 | | | | 2014 | | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 acq. |
| | T1 | T2 | T3 | T4 | T1 | T2 | T3 | T4 | T1 | T2 | | | | |
| PIB des économies avancées | 0,6 | 0,0 | 0,2 | 0,0 | 0,3 | 0,6 | 0,6 | 0,6 | 0,5 | 0,3 | 1,7 | 1,4 | 1,3 | 1,6 |
| Commerce mondial | 0,3 | 0,6 | -0,3 | 0,7 | 0,7 | 0,6 | 1,1 | 1,6 | 1,2 | 1,4 | 6,2 | 1,9 | 2,7 | 4,2 |
| Importations des économies avancées | -0,1 | 0,0 | -0,1 | -1,4 | -0,2 | 0,5 | 0,9 | 0,4 | 1,2 | 1,1 | 3,6 | -0,4 | -0,3 | 3,0 |
| Importations des économies émergentes | 0,6 | 0,6 | -0,2 | 3,9 | 1,1 | 0,6 | 1,8 | 2,2 | 1,2 | 1,7 | 9,2 | 4,5 | 6,1 | 5,3 |

Prévision

Note de lecture : Les données d'importations, d'exportations et de commerce mondial concernent les seuls biens.

Sources : Instituts statistiques nationaux, Centraal PlanBureau, Fonds monétaire international, prévisions Insee

Échanges extérieurs

D'ici mi-2014, la demande extérieure adressée à la France serait relativement dynamique (+1,2 % et +1,4 % aux premier et deuxième trimestres), après le trou d'air du quatrième trimestre (+0,6 %), grâce à la hausse des importations des pays avancés, notamment dans la zone euro. Les exportations ont rebondi au quatrième trimestre 2013 (+1,3 %) du fait de la progression des ventes de matériels de transport (+3,7 %). Elles continueraient leur essor à un rythme plus faible au premier semestre 2014 (+0,9 % et +0,8 % aux premier et deuxième trimestres 2014), inférieur à celui de la demande extérieure en raison de pertes de compétitivité hors-prix résiduelles et des effets de l'appréciation passée de l'euro.

Sous l'effet de la faiblesse de la demande finale, les importations de la France resteraient peu dynamiques (+0,8 % par trimestre).

Au total, la contribution des échanges extérieurs à la croissance de l'activité serait neutre au premier semestre.

Les exportations ralentiraient légèrement au premier semestre 2014

Au quatrième trimestre 2013, les exportations françaises de biens et services ont rebondi (+1,3 % après -1,1 %, cf. tableau). Malgré une demande mondiale adressée à la France qui a ralenti (+0,6 % après +1,2 %, cf. graphique 1), les

exportations ont été dynamiques, du fait du rebond des ventes du secteur des matériels de transport (+3,7 % après -5,4 %).

Les exportations d'autres biens industriels ont également augmenté au quatrième trimestre 2013 (+1,2 % après -0,3 %). De plus, les ventes de biens d'équipement et celles de produits de cokéfaction et raffinage ont légèrement progressé. Au total, les exportations de biens manufacturés se sont nettement redressées au quatrième trimestre (+1,5 % après -2,0 %). En outre, les ventes de produits agricoles ont accéléré (+2,4 % après +0,7 %). A contrario, les exportations d'énergie-eau-déchets ont reculé (-1,9 % après +7,0 %), et celles de services ont stagné.

Début 2014, le commerce mondial conserverait un rythme de croissance proche de sa moyenne de longue période (cf. graphique 2), notamment du fait des économies avancées, tandis que les échanges des économies émergentes ralentiraient après un quatrième trimestre très dynamique. Compte tenu de la répartition géographique des exportations françaises, les pays avancés, notamment les pays de la zone euro dont la demande intérieure serait relativement dynamique à l'horizon de la prévision, contribueraient le plus à la demande adressée à la France. Celle-ci croîtrait ainsi de +1,2 % et +1,4 % aux premier et deuxième trimestres 2014. Cette reprise de la demande extérieure est en particulier visible dans les dernières enquêtes de conjoncture (carnets de commandes étrangers dans l'industrie et volume des ventes à l'étranger dans le commerce de gros).

Prévision de croissance des échanges extérieurs

évolutions en % aux prix de l'année précédente chaînés, contributions en points

| | Variations trimestrielles | | | | | | Variations annuelles | | |
|--|---------------------------|------------|-------------|------------|------------|------------|----------------------|------------|-------------|
| | 2013 | | | | 2014 | | 2012 | 2013 | 2014 acquis |
| | T1 | T2 | T3 | T4 | T1 | T2 | | | |
| Exportations | | | | | | | | | |
| Ensemble des biens et services | -0,5 | 2,3 | -1,1 | 1,3 | 0,9 | 0,8 | 2,5 | 0,8 | 2,5 |
| Produits manufacturés (75 %*) | -0,7 | 2,8 | -2,0 | 1,5 | 1,1 | 1,1 | 3,0 | 0,1 | 2,8 |
| Importations | | | | | | | | | |
| Ensemble des biens et services | -0,1 | 1,4 | 0,9 | 0,7 | 0,8 | 0,8 | -0,9 | 0,8 | 2,8 |
| Produits manufacturés (77 %*) | -0,1 | 1,4 | 1,4 | 1,4 | 0,9 | 1,1 | 0,3 | 0,4 | 3,9 |
| Contribution du commerce extérieur à la croissance du PIB | -0,1 | 0,2 | -0,6 | 0,2 | 0,0 | 0,0 | 1,0 | 0,0 | -0,1 |

Prévision

*Part des exportations (respectivement, importations) de produits manufacturés dans les exportations (respectivement, importations) totales, en 2013

Source : Insee

Cependant, les exportations seraient moins dynamiques (+0,9 % puis +0,8 % par trimestre au premier semestre 2014) en raison des pertes de compétitivité hors-prix résiduelles et des effets de l'appréciation de l'euro. Les exportations manufacturées augmenteraient de 1,1 % à chaque trimestre (cf. graphique 3). Les ventes de produits agricoles ralentiraient (+2,0 %). Les livraisons de produits énergétiques se redresseraient (+1,0 %), tandis que les exportations de services seraient en très légère hausse (+0,2 % par trimestre).

Mi-2014, l'acquis de croissance des exportations pour l'année serait de +2,5 %, après +0,8 % en 2013. À l'horizon de la prévision, la part de marché de la France baisserait légèrement (cf. graphique 4).

Les importations seraient peu dynamiques au premier semestre 2014

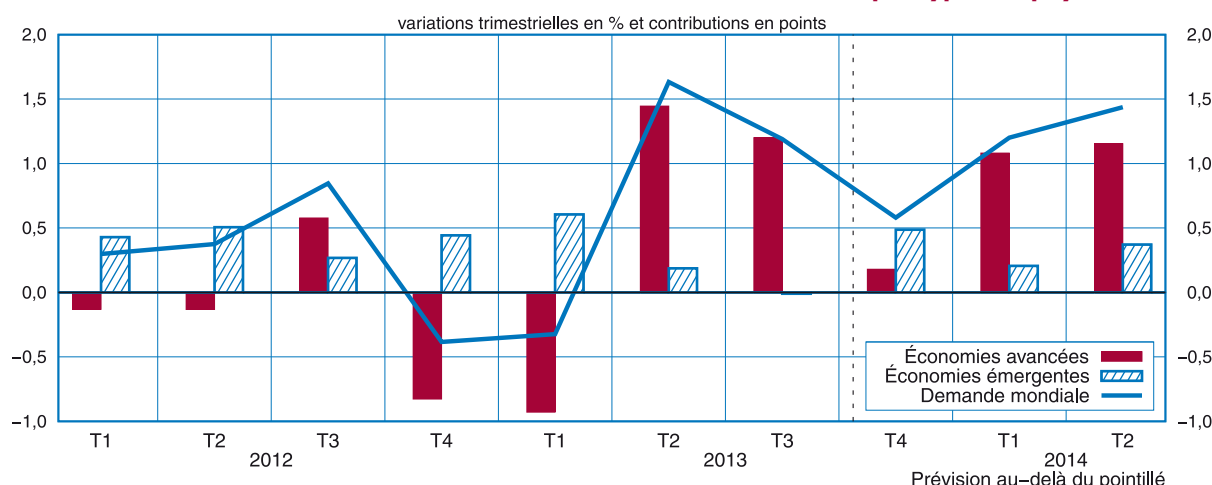
Au quatrième trimestre 2013, les importations de biens et services ont ralenti de nouveau (+0,7 % après +0,9 %). Les achats de biens manufacturés

ont été dynamiques (+1,4 % après +1,4 %). Ils ont progressé pour les produits agro-alimentaires, les biens d'équipement et les autres produits industriels. *A contrario*, ils ont ralenti pour les matériels de transport et pour les produits de cokéfaction-raffinage. En outre, les achats de produits agricoles ont nettement reculé après avoir progressé (-2,9 % après +4,9 %). Quant à ceux d'énergie brute, ils ont diminué plus fortement qu'au trimestre précédent (-5,2 % après -3,7 %).

Au premier semestre 2014, les importations resteraient peu dynamiques (+0,8 % par trimestre), suivant en cela la demande intérieure, l'investissement des entreprises et la consommation diminueraient au premier trimestre. Les exportations soutiendraient cependant les achats¹. Les importations manufacturées ralentiraient légèrement (+0,9 % puis +1,1 % par trimestre), tandis que celles d'énergie progresseraient (+2,0 % au premier trimestre 2014), en phase avec la hausse de la production en cokéfaction et raffinage, avant de se stabiliser. En outre, les achats des services se

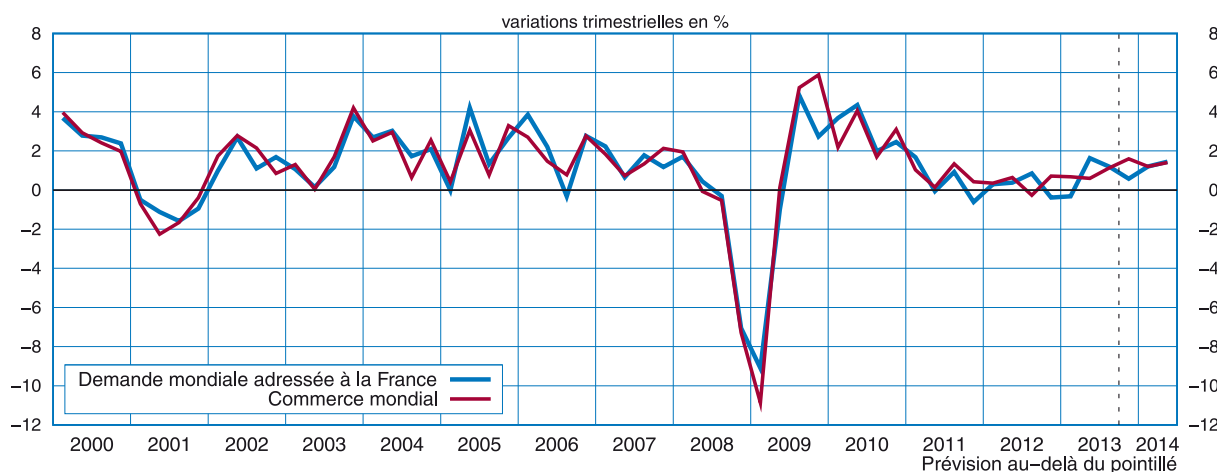
(1) Via le contenu en importations des exportations

1 - Demande mondiale adressée à la France et contributions par types de pays



Sources : Insee, DG Trésor, Centraal PlanBureau

2 - Demande mondiale adressée à la France et commerce mondial



Sources : Insee, DG Trésor, Centraal PlanBureau

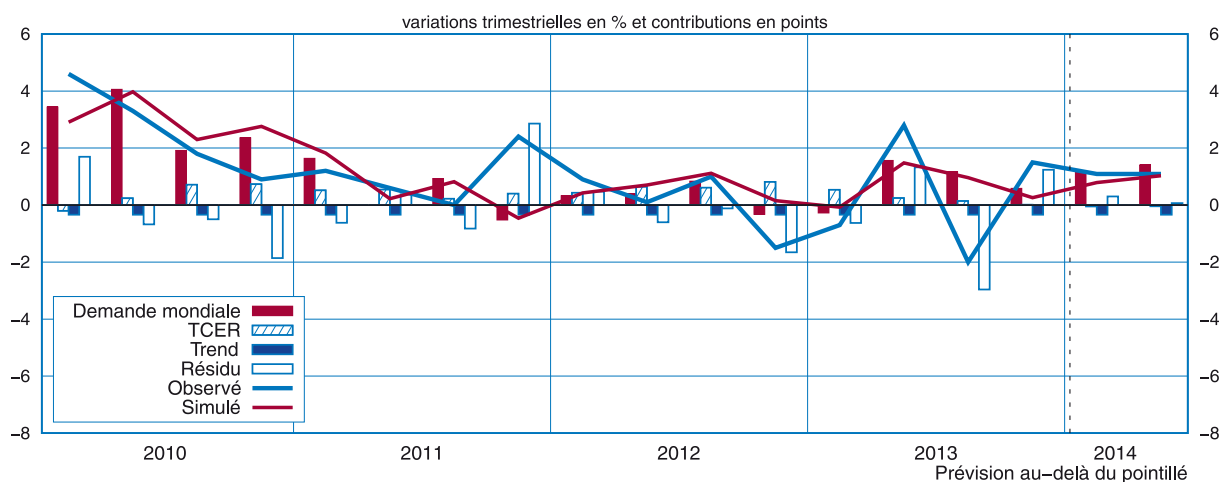
Conjoncture française

repleraient à l'horizon de la prévision (-0,3 % au premier trimestre). Les importations de produits agricoles, après une baisse en 2012 suivie d'une forte hausse en 2013, retrouveraient leur tendance de long terme (+1,0 % par trimestre).

En 2014, l'acquis de croissance des importations à la fin du premier semestre serait de +2,8 % après +0,8 % en 2013.

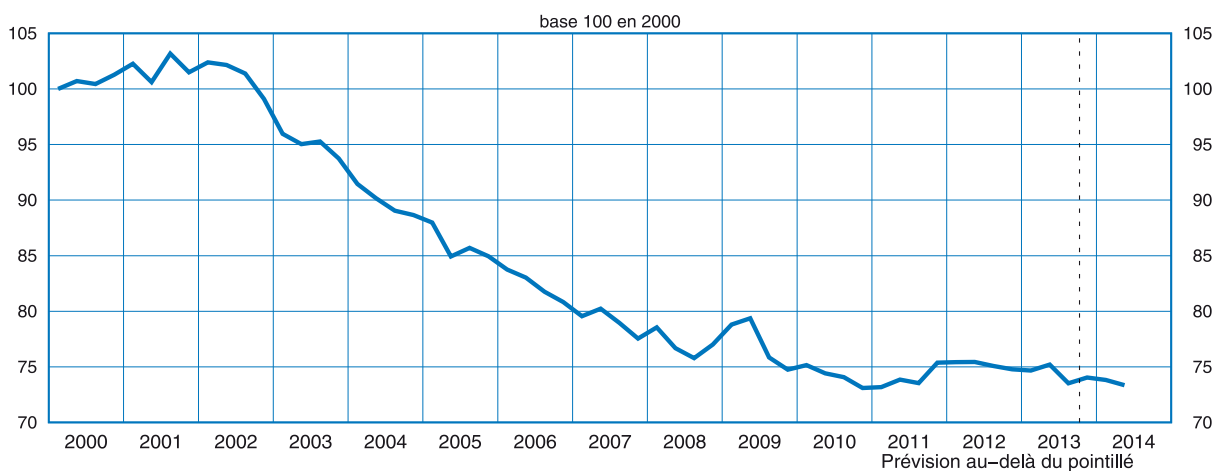
Sur l'ensemble de l'année 2013, la contribution des échanges à la croissance de l'activité a été négative (-0,1 point) : les exportations ont été légèrement moins dynamiques que les importations. À l'horizon de la prévision, la contribution du commerce extérieur à la croissance serait neutre. ■

3 - Équation d'exportations (biens manufacturés) et contributions économétriques



Source : Insee, DG Trésor

4 - Part de marché de la France



Sources : Insee, DG Trésor, Centraal PlanBureau

Emploi

Au second semestre 2013, l'emploi marchand non agricole s'est stabilisé (+5 000 postes après -68 000 au premier semestre 2013 et -94 000 au second semestre 2012), en particulier grâce à l'emploi intérimaire. D'ici mi-2014, le redressement de l'activité permettrait de seulement compenser les gains de productivité, bien que ceux-ci soient amoindris sous l'effet du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE). L'emploi marchand progresserait à peine (+4 000 postes au premier semestre 2014).

Dans les secteurs non marchands, l'emploi continuerait d'augmenter (+42 000 au premier semestre 2014), en lien notamment avec l'augmentation du nombre de bénéficiaires d'emplois d'avenir.

Au total, les créations d'emplois se poursuivraient au premier semestre 2014 au même rythme qu'au second semestre 2013 (+53 000 emplois après +66 000), essentiellement du fait de la progression de l'emploi aidé.

Dans les secteurs marchands, l'emploi serait stable en début 2014

En 2013, l'emploi marchand a reculé (- 62 000 postes, cf. tableau 1) mais moins fortement qu'en 2012 (-106 000 postes).

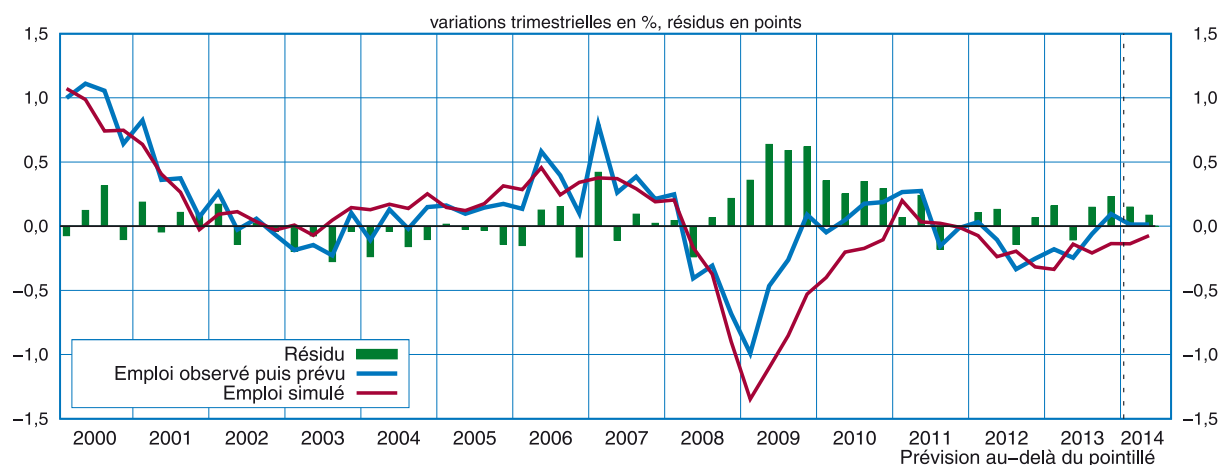
Au cours de ces deux années, le profil semestriel de l'emploi a été assez marqué : les effectifs ont fortement diminué au second semestre 2012 (-94 000 postes) puis au premier semestre 2013 (-68 000 postes). Au second semestre 2013 en revanche, l'emploi marchand a légèrement progressé (+5 000 postes, cf. graphique 1).

Au premier semestre 2014, l'emploi marchand progresserait légèrement, encore pénalisé par la faiblesse de l'activité passée, mais soutenu par les effets du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (+30 000 emplois inscrits au premier semestre 2014). Mi-2014, l'emploi marchand se situerait ainsi à son niveau de mi-2005 (cf. graphique 2).

L'intérim augmenterait légèrement, tout comme l'emploi tertiaire hors intérim

Au quatrième trimestre 2013, l'emploi dans le secteur tertiaire a progressé de 32 000 postes. Cette augmentation provient essentiellement du rebond de l'intérim. En effet, l'emploi intérimaire, qui est comptabilisé dans le secteur tertiaire quel que soit le secteur dans lequel sont réalisées les missions, a augmenté de 24 000 postes au quatrième trimestre 2013. La hausse de l'intérim se poursuivrait au premier semestre 2014 sur un rythme moins soutenu (+9 000 postes).

1 - Emploi observé dans le secteur marchand non agricole, emploi simulé et résidu



Note de lecture : Le résidu de l'équation d'emploi est l'écart entre l'emploi observé et l'emploi simulé à partir des évolutions d'emploi et d'activité passées et courantes et des effets des politiques de l'emploi (y compris sur la période récente du CICE). Un résidu positif, comme fin 2013, indique que l'emploi observé s'est comporté de façon plus favorable que ne le laissaient attendre les comportements passés.

Source : Insee

Conjoncture française

Dans le tertiaire hors intérim, l'emploi a légèrement augmenté fin 2013 (+ 15 000 emplois au second semestre), il progresserait au même rythme au premier semestre 2014 (+ 17 000 postes).

Au total, la hausse de l'emploi tertiaire marchand y compris intérim serait un peu moins forte au premier semestre 2014 que fin 2013 (+26 000 postes, contre +42 000 emplois au second semestre 2013).

Baisse de l'emploi industriel

En 2013, malgré la stabilisation de l'activité, l'emploi industriel (hors intérimaires en poste dans le secteur) a davantage reculé qu'en 2012 (-53 000 emplois après -28 000, cf. graphique 3). Ces pertes d'emplois se poursuivraient à un rythme plus modéré au premier semestre 2014 (-13 000 postes).

En comptabilisant les intérimaires qui travaillent dans le secteur industriel, la baisse de l'emploi industriel total serait légèrement moins marquée : à l'horizon de la prévision, le taux de recours à l'intérim du secteur industriel devrait retrouver son niveau de début 2012, soit 6,9 % (cf. graphique 4).

Au total, l'emploi industriel y compris intérim utilisé dans le secteur baisserait de 9 000 postes au premier semestre 2014.

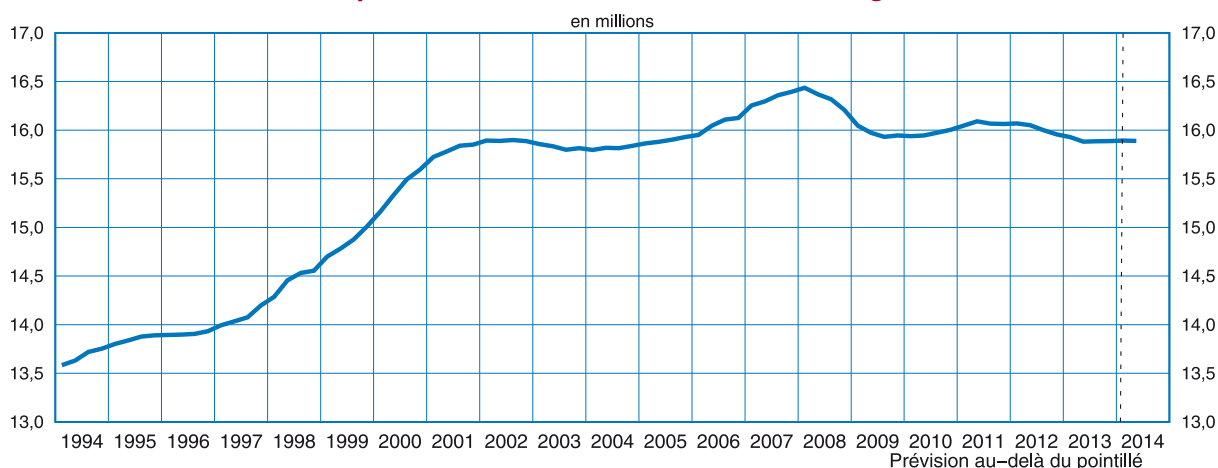
Le recul de l'emploi s'accroît dans la construction

Dans le secteur de la construction, l'emploi n'a pas repris depuis le début de la crise en 2008. Les pertes d'emplois ont continué en 2013 (-26 000 postes), à un rythme régulier durant les deux semestres, le repli des effectifs s'atténuerait au premier semestre 2014 (-9 000 postes).

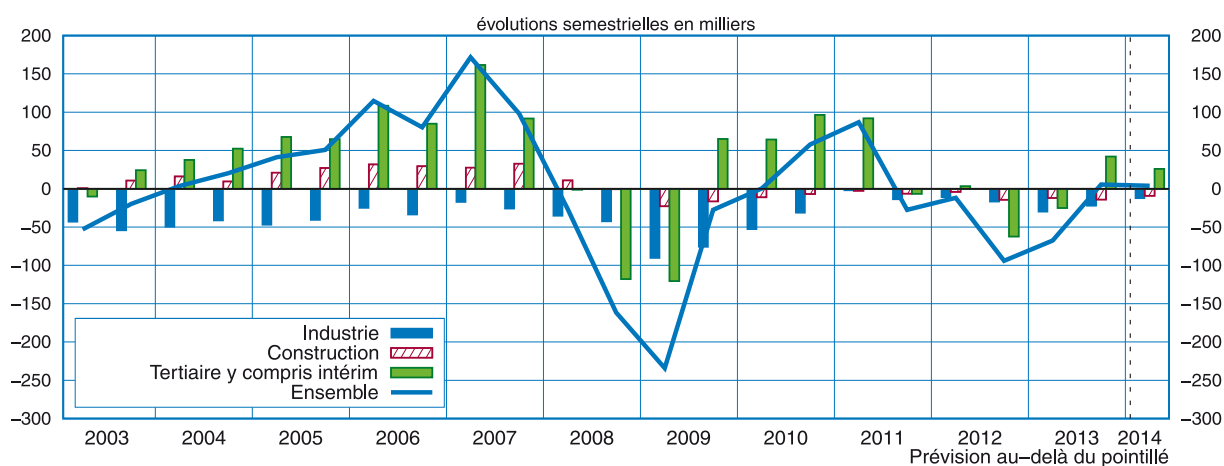
L'emploi non marchand continuerait d'augmenter grâce aux emplois aidés

En 2013, 42 000 emplois ont été créés dans le secteur non marchand. Cette hausse provient en partie de la croissance tendancielle de l'emploi des établissements privés dans le secteur médico-social et surtout de l'évolution des contrats aidés : le nombre de bénéficiaires a crû progressivement durant les trois premiers trimestres 2013, et a nettement augmenté au quatrième trimestre (cf. tableau 2).

2 - Emploi salarié des secteurs marchands non agricole



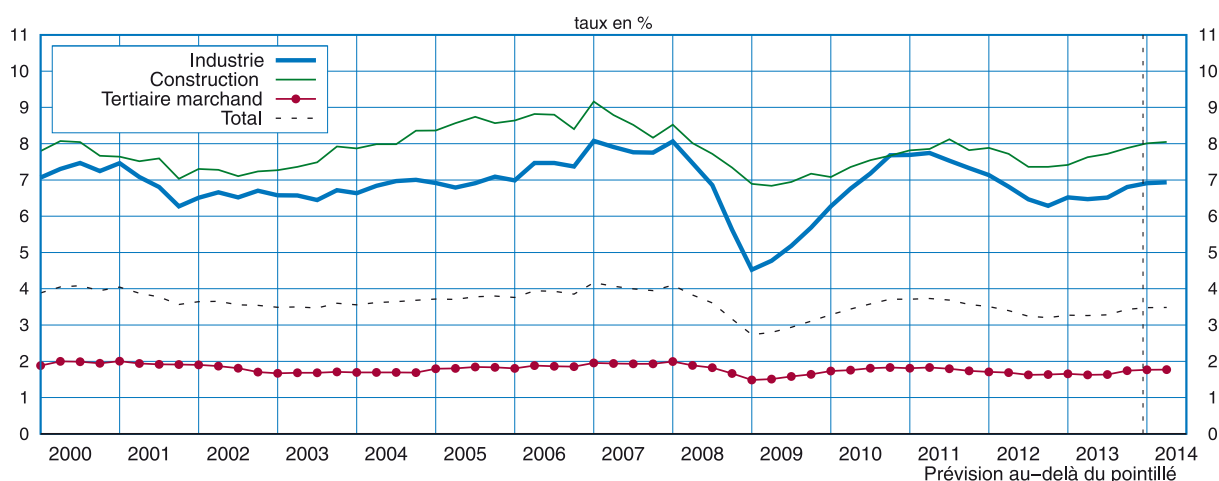
3 - Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles



La loi de finances pour 2014 prévoit 377 000 entrées dans les dispositifs de contrats aidés (dont 69 000 au titre des emplois d'avenir), après 427 000 observées en 2013 en France métropolitaine. Ces entrées seraient réparties régulièrement sur l'année. Malgré une baisse du nombre de nouveaux contrats inscrits, l'augmentation de la durée moyenne des contrats

aidés permettrait une augmentation du nombre de bénéficiaires. Les emplois d'avenir contribueraient ainsi à soutenir l'emploi non marchand et, au total, après une augmentation au second semestre 2013 (+46 000 emplois), l'emploi non marchand progresserait aussi vivement au premier semestre 2014 (+42 000 postes). ■

4 - Taux de recours à l'intérim selon les secteurs



Note de lecture : Le taux de recours à l'intérim représente la part des effectifs intérimaires du secteur dans l'effectif total du secteur (y compris intérim).

Source : Insee

Tableau 1

Évolution de l'emploi

| | Créations d'emploi sur la période (en milliers) CVS | | | | | | | | Évolution de l'emploi sur la période (en %) CVS | | | | | | | | * |
|--|--|-----|-----|-----|------|----|------|---------|--|------|------|------|------|------|------|---------|-------|
| | 2013 | | | | 2014 | | | | 2013 | | | | 2014 | | | | |
| | T1 | T2 | T3 | T4 | T1 | T2 | 2013 | 2014 S1 | T1 | T2 | T3 | T4 | T1 | T2 | 2013 | 2014 S1 | |
| Salariés du secteur concurrentiel = (1) + (2) | -31 | -36 | -7 | 31 | 6 | 6 | -42 | 12 | -0,2 | -0,2 | 0,0 | 0,2 | 0,0 | 0,0 | -0,2 | 0,1 | 17913 |
| Secteurs principalement non marchands (1) (établissements privés seulement) | -2 | 3 | 3 | 16 | 4 | 4 | 20 | 8 | -0,1 | 0,2 | 0,1 | 0,8 | 0,2 | 0,2 | 1,0 | 0,4 | 1956 |
| Secteurs principalement marchands non agricoles (2) dont : | -29 | -39 | -10 | 15 | 2 | 2 | -62 | 4 | -0,2 | -0,2 | -0,1 | 0,1 | 0,0 | 0,0 | -0,4 | 0,0 | 15957 |
| Industrie | -11 | -19 | -13 | -10 | -7 | -6 | -53 | -13 | -0,3 | -0,6 | -0,4 | -0,3 | -0,2 | -0,2 | -1,6 | -0,4 | 3228 |
| dont : Industrie manufacturière | -11 | -19 | -12 | -9 | -6 | -5 | -52 | -11 | -0,4 | -0,7 | -0,4 | -0,3 | -0,2 | -0,2 | -1,8 | -0,4 | 2861 |
| Construction | -7 | -5 | -6 | -8 | -5 | -4 | -26 | -9 | -0,5 | -0,4 | -0,5 | -0,5 | -0,4 | -0,3 | -1,8 | -0,7 | 1418 |
| Tertiaire essentiellement marchand | -10 | -15 | 10 | 32 | 14 | 12 | 17 | 26 | -0,1 | -0,1 | 0,1 | 0,3 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,2 | 11311 |
| dont : Commerce | -4 | -11 | -4 | 7 | 2 | 3 | -12 | 5 | -0,1 | -0,3 | -0,1 | 0,2 | 0,1 | 0,1 | -0,4 | 0,2 | 3017 |
| Services marchands (y compris intérim) | -6 | -4 | 14 | 26 | 13 | 9 | 29 | 21 | -0,1 | -0,1 | 0,2 | 0,3 | 0,2 | 0,1 | 0,4 | 0,3 | 8293 |

* Niveau fin 2012 (en milliers)

| | Créations d'emploi sur la période (en milliers) | | | | | | | | Évolution de l'emploi sur la période (en %) | | | | | | | |
|--|--|-----|-----|----|------|----|------|---------|--|------|------|-----|------|-----|------|---------|
| | 2013 | | | | 2014 | | | | 2013 | | | | 2014 | | | |
| | T1 | T2 | T3 | T4 | T1 | T2 | 2013 | 2014 S1 | T1 | T2 | T3 | T4 | T1 | T2 | 2013 | 2014 S1 |
| Secteurs principalement marchands non agricoles | -29 | -39 | -10 | 15 | 2 | 2 | -62 | 4 | -0,2 | -0,2 | -0,1 | 0,1 | 0,0 | 0,0 | -0,4 | 0,0 |
| Tertiaire principalement non marchand (y compris établissements privés) | -14 | 10 | 9 | 37 | 28 | 14 | 42 | 42 | -0,2 | 0,1 | 0,1 | 0,5 | 0,4 | 0,2 | 0,5 | 0,5 |
| Non-salariés | 5 | 5 | 5 | 5 | 4 | 4 | 20 | 8 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,1 | 0,1 | 0,8 | 0,3 |
| EMPLOI TOTAL | -35 | -21 | 6 | 59 | 34 | 19 | 10 | 53 | -0,1 | -0,1 | 0,0 | 0,2 | 0,1 | 0,1 | 0,0 | 0,2 |

Prévision

Note de lecture : 12 000 emplois seraient créés dans le secteur concurrentiel durant le premier semestre 2014. Cela correspond à une évolution de 0,1% sur le semestre. Ce secteur comprendrait, au 31 décembre 2012, 17 913 000 salariés.

(1) Secteur OQ privé

(2) Secteurs DE à MN + RU

Source : Insee

Tableau 2

Variation du nombre de bénéficiaires de contrats aidés dans le secteur non marchand

en milliers

| | 2012 | | | | 2013 | | | | 2014 | | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 S1 |
|---|-----------|----------|------------|-----------|----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------|----------|-----------|-----------|
| | T1 | T2 | T3 | T4 | T1 | T2 | T3 | T4 | T1 | T2 | | | | |
| Emplois d'avenir | 0 | 0 | 0 | 1 | 8 | 14 | 20 | 15 | 20 | 19 | 0 | 1 | 58 | 39 |
| CUI-CAE (remplace CAE+CAV au 01/01/10) | 18 | 7 | -23 | -4 | 0 | -1 | -6 | 27 | 26 | -3 | -37 | -1 | 20 | 23 |
| Contrats d'accompagnement vers l'emploi | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | -8 | 0 | 0 | 0 |
| Contrats d'avenir | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | -5 | 0 | 0 | 0 |
| Contrats Emploi-jeunes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 18 | 7 | -23 | -3 | 8 | 13 | 15 | 42 | 46 | 16 | -50 | 0 | 78 | 63 |

Prévision

Champ : France métropolitaine

Note : Y compris avenants de reconduction

Sources : Dares, tableau de bord des politiques de l'emploi, calculs Insee

Les contrats aidés en 2013 : montée en puissance des emplois d'avenir

Les contrats aidés, par des aides directes ou indirectes, diminuent les coûts d'embauche ou de formation de certains salariés pour les employeurs. Ces emplois aidés sont, en général, destinés prioritairement à des publics cibles, tels les personnes les plus éloignées de l'emploi ou les jeunes. En 2013, hors contrats en alternance, les bénéficiaires de contrats aidés sont en très grande partie titulaires d'un contrat unique d'insertion (CUI), plus souvent non marchand (223 000 personnes à la fin d'année 2013 en France métropolitaine) que marchand (32 000 emplois), et dans une moindre proportion bénéficiaires d'emplois d'avenir. Ce dernier contrat, entré en vigueur en novembre 2012, est monté en puissance en 2013 pour atteindre 59 000 postes dans les secteurs non marchands et 12 000 dans les secteurs marchands à la fin de l'année (en France métropolitaine).

Les emplois d'avenir sont destinés à des jeunes sans qualification ou peu qualifiés, prioritairement dans les zones urbaines sensibles ou les zones de revitalisation rurales. Ils se situent plutôt dans des secteurs non marchands (par exemple dans les secteurs social, médico-social et de l'enseignement), mais se trouvent aussi dans les secteurs marchands comme les filières verte, numérique ou le tourisme. La part de subventions est toutefois plus faible pour les emplois d'avenir des secteurs marchands que pour ceux des secteurs non marchands. La grande majorité des emplois d'avenir relève des associations et du secteur public (collectivités locales, éducation nationale). Les CUI marchands (CUI-CIE) comme non marchands (CUI-CAE) demeurent, eux, proposés à une population plus large de personnes présentant des difficultés d'accès à l'emploi (candidatures d'embauches habituellement rejetées, etc.), quel que soit leur âge ou leur lieu de résidence.

Les contrats aidés sont souvent utilisés de manière contra-cyclique : lorsqu'un ralentissement économique survient, le volume des contrats aidés peut ainsi être augmenté rapidement pour atténuer l'effet des pertes d'emplois et la montée du chômage qui en résulte.

À court terme, l'effet de ces contrats sur l'emploi n'est cependant pas le même selon que ceux-ci s'appliquent au secteur marchand ou au secteur non marchand. Dans le secteur non marchand, le nombre d'emplois créés est simplement égal à la différence entre les contrats signés ou reconduits et les sorties de contrats en cours d'année. En revanche, dans le secteur marchand, une partie des emplois exercés dans le cadre d'un dispositif d'aide aurait été créée même si le dispositif n'avait pas existé. Il s'agit dans ce cas d'effets d'aubaine ou de substitution, dont l'ampleur peut différer d'un contrat à l'autre. L'effet sur l'emploi des contrats aidés dans le secteur marchand est ainsi moindre que la variation du nombre des bénéficiaires. Cet effet est estimé à partir d'études empiriques (Dares, 1996). Les évaluations sont à ce titre entourées d'une certaine incertitude.

Ces évaluations ne sont par ailleurs valides qu'à court terme. Les évaluations de long terme nécessiteraient de prendre en compte :

- toutes les conséquences que les dispositifs entraînent sur le marché du travail (ajustement des salaires, des taux d'activité...),
- leurs effets sur le capital humain, notamment la modification de la capacité d'insertion des bénéficiaires sur le marché du travail,
- l'impact du mode de financement des dispositifs sur l'économie.

Enfin, comme ces emplois sont destinés prioritairement aux personnes les plus éloignées du marché du travail, ils génèrent des « effets d'appels » : une augmentation du nombre d'emplois aidés conduit à une augmentation du taux d'activité des populations ciblées.

Le nombre de bénéficiaires de contrats aidés du secteur non marchand a fortement augmenté en 2013

En 2013, l'emploi aidé dans le secteur non marchand s'est nettement redressé, avec 282 000 bénéficiaires de contrats aidés fin 2013 en France métropolitaine (204 000 fin 2012), après une stabilité en 2012. D'une part, le nombre total de contrats aidés non marchands signés ou reconduits dans l'année a augmenté par rapport à 2012, avec 431 000 contrats en 2013 contre 403 000 en 2012 (cf. [tableau](#)), notamment grâce à la montée en puissance des emplois d'avenir au cours de l'année 2013. D'autre part, les sorties des contrats aidés non marchands ont été moins nombreuses qu'en 2012, principalement car la durée des nouveaux contrats est plus élevée. Parmi ces contrats aidés, 61 000 sont des emplois d'avenir non marchands (y compris emplois d'avenir « professeurs »).

Baisse des contrats en alternance dans le secteur marchand en 2013

Fin 2013, le nombre de bénéficiaires des contrats aidés¹ du secteur marchand est de 590 000, soit une baisse de 25 000 par rapport à 2012. Cette diminution est imputable à la baisse des formations en alternance, et plus particulièrement des contrats d'apprentissage. L'effet global des contrats aidés du secteur marchand sur l'évolution de l'emploi aurait été légèrement négatif en 2013 (-8 000 emplois), une fois tenu compte des effets d'aubaine et de substitution.

Plus de 90 % des contrats aidés dans le secteur marchand sont des formations en alternance : fin 2013, les contrats d'apprentissage ou de professionnalisation comptaient 541 000 bénéficiaires, en baisse de 43 000 postes par rapport à 2012. Les entrées dans ces dispositifs ont été

(1) Contrat unique d'insertion (CUI), alternance (contrats de professionnalisation, d'apprentissage, de qualification...), emplois d'avenir, exonérations de charges sociales en ZRR et ZRU.

beaucoup moins nombreuses en 2013 qu'en 2012 : 413 000 entrées contre 445 000 l'année précédente. Le nombre d'entrées a diminué pour les contrats de professionnalisation (143 000, soit 8 000 entrées de moins qu'en 2012), et surtout pour les contrats en alternance (270 000, soit 24 000 entrées de moins qu'en 2012).

Les autres contrats aidés du secteur marchand, qui abaissent également les coûts salariaux, représentent 49 000 bénéficiaires fin 2013, soit 19 000 de plus que fin 2012. Parmi eux, le CUI demeure prédominant, bien qu'en 2013, les emplois d'avenir marchands soient montés en charge pour atteindre 12 000 postes en fin d'année. Les entrées enregistrées en CUI marchand (50 000) ont été équivalentes à celles de l'année précédente, mais les sorties ont été moins nombreuses. Par ailleurs, le nombre des bénéficiaires des dispositifs d'exonération de charges sociales en zone de

revitalisation rurale (ZRR) ou en zone de redynamisation urbaine (ZRU) est stable depuis quatre ans (à 5 000 bénéficiaires fin 2013). ■

Bibliographie

Dares, 2014, « Les contrats aidés de 2005 à 2011 », *Dares Analyses* n°011, février 2014.

Dares, 2013, « Devenir à six mois et accompagnement des personnes sorties de contrats aidés en 2011 », *Dares Analyses* n° 071, novembre 2013.

Dares, 2011, « Les contrats d'aide à l'emploi en 2011 », *Dares Analyses* n°088, novembre 2012.

Dares, 1996, « 40 ans de politique de l'emploi », *La Documentation française*, décembre 1996. ■

Les dispositifs d'aide à l'emploi : flux et nombre de bénéficiaires

En milliers, données brutes

| | Flux d'entrées (y compris reconduction de contrat) | | | | | Variation du nombre de bénéficiaires (glissement annuel en fin d'année) | | | | | Nombre de bénéficiaires (stock en fin d'année) | | | | |
|---|---|------|------|------|------|---|------|------|------|------|---|------|------|------|------|
| | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
| Emploi aidé dans le secteur non marchand | 359 | 377 | 357 | 403 | 431 | 57 | 13 | -50 | 0 | 78 | 241 | 255 | 205 | 204 | 282 |
| dont : | | | | | | | | | | | | | | | |
| CUI non marchand | 0 | 377 | 357 | 402 | 370 | 0 | 241 | -37 | -1 | 20 | 0 | 241 | 204 | 203 | 223 |
| Contrat d'accompagnement dans l'Emploi | 260 | 0 | 0 | 0 | 0 | 70 | -163 | -8 | 0 | 0 | 172 | 8 | 0 | 0 | 0 |
| Emplois d'avenir** | 0 | 0 | 0 | 1 | 61 | 0 | 0 | 0 | 1 | 58 | 0 | 0 | 0 | 1 | 59 |
| Contrat d'avenir | 98 | 0 | 0 | 0 | 0 | -10 | -63 | -5 | 0 | 0 | 68 | 5 | 0 | 0 | 0 |
| Emplois Jeunes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | -3 | -2 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Emploi aidé dans le secteur marchand* | 550 | 547 | 519 | 502 | 481 | -69 | -35 | 8 | -28 | -25 | 669 | 634 | 642 | 615 | 590 |
| Abaissement des coûts salariaux | 124 | 119 | 60 | 57 | 68 | -35 | -32 | -19 | -19 | 19 | 101 | 69 | 50 | 30 | 49 |
| CUI marchand | 0 | 113 | 53 | 52 | 50 | 0 | 55 | -11 | -18 | 7 | 0 | 55 | 44 | 26 | 32 |
| Emplois d'avenir | 0 | 0 | 0 | 0 | 12 | 0 | 0 | 0 | 0 | 12 | 0 | 0 | 0 | 0 | 12 |
| Exonérations de charges sociales (ZRR et ZRU) | 7 | 6 | 6 | 5 | 5 | -6 | -1 | 0 | -1 | 0 | 7 | 6 | 6 | 5 | 5 |
| Contrat jeune en entreprise | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | -54 | -3 | -1 | 0 | 0 | 4 | 1 | 0 | 0 | 0 |
| Contrat initiative emploi (ancienne et nouvelle formules) | 100 | 0 | 0 | 0 | 0 | 33 | -74 | -6 | 0 | 0 | 80 | 6 | 0 | 0 | 0 |
| CI-RMA (ancienne et nouvelle formules) | 17 | 0 | 0 | 0 | 0 | -8 | -9 | -1 | 0 | 0 | 10 | 1 | 0 | 0 | 0 |
| Formation en alternance | 425 | 428 | 459 | 445 | 413 | -34 | -3 | 28 | -9 | -43 | 568 | 565 | 593 | 584 | 541 |
| Apprentissage | 284 | 284 | 290 | 294 | 270 | -4 | 0 | 8 | 4 | -29 | 402 | 402 | 410 | 414 | 385 |
| Professionalisation | 141 | 144 | 169 | 151 | 143 | -30 | -2 | 20 | -13 | -15 | 165 | 163 | 183 | 170 | 155 |

* hors mesures générales comme les allègements généraux de cotisations sociales et réduction du temps de travail

** y compris emplois d'avenir « professeurs »

Sources : Dares, Agence de services et de paiement

Chômage

Au quatrième trimestre 2013, le taux de chômage s'est établi à 10,2 % de la population active (9,8 % en France métropolitaine), en baisse de 0,1 point par rapport au troisième trimestre. En France métropolitaine, il est quasi stable depuis fin 2012 après une hausse de 1,0 point entre mi-2011 et fin 2012.

Cette stabilité se poursuivrait à l'horizon de la prévision : mi-2014, le taux de chômage s'élèverait à 10,2 % (9,8 % en France métropolitaine, cf. encadré).

Au quatrième trimestre 2013, le taux de chômage s'est établi à 10,2 % de la population active

Au quatrième trimestre 2013, le nombre de chômeurs a baissé de 41 000 en France (cf. tableau), après un premier repli, au troisième trimestre, de 16 000¹. Alors que la hausse de l'emploi au second semestre a été modérée (+26 000), des actifs se sont retirés du marché du travail (-31 000). La légère baisse de 0,1 point du taux de chômage au quatrième trimestre fait suite à une période de stabilité depuis le premier trimestre 2013 (cf. graphique).

En 2013, le chômage baisse chez les jeunes...

Fin 2012, le taux de chômage des 15-24 ans avait dépassé 25 % des actifs. Il a ensuite baissé tout au long de l'année 2013. Au quatrième trimestre

(1) Ces chiffres sont issus de l'enquête Emploi en continu et ne concernent donc que la métropole.

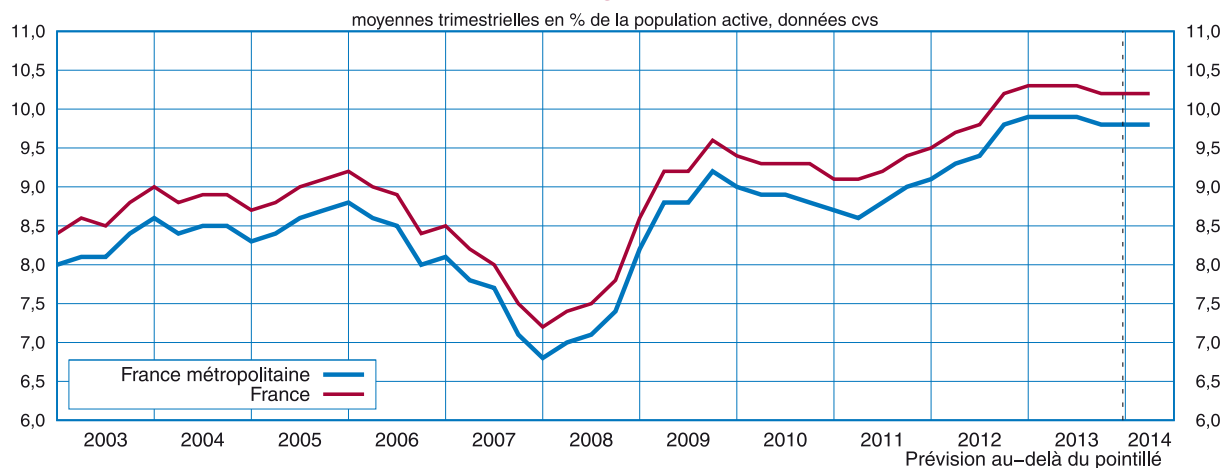
2013, il s'est établi à 22,8 %. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette baisse. D'une part, la mise en place des emplois d'avenir a permis à des jeunes sans qualification ou peu diplômés d'accéder à un emploi. D'autre part, les créations d'emplois intérimaires fin 2013 ont également pu bénéficier aux jeunes actifs, qui occupent plus souvent des emplois temporaires que leurs aînés.

En 2013, le taux de chômage des 25-49 ans est stable à partir du deuxième trimestre, à 9,2 % de la population active. Sur un an, il est en hausse de 0,4 point. Le taux de chômage des personnes de 50 ans ou plus a légèrement baissé au quatrième trimestre 2013 et s'est établi à 6,4 % des actifs.

... et chez les hommes

Depuis fin 2011, le taux de chômage des hommes est globalement supérieur à celui des femmes. Fin 2012, ils s'établissaient respectivement à 9,9 % et 9,6 % des actifs, le taux de chômage des hommes étant en hausse de près de 2 points en 2011 et 2012, augmentant pour cette période quatre fois plus que celui des femmes. En 2013 en revanche, seuls les hommes ont bénéficié de la baisse du chômage (-0,1 % contre +0,1 %). Cette différence s'observe aussi au niveau du chômage des jeunes : la baisse a été plus importante pour les jeunes hommes que pour les jeunes femmes dont le taux de chômage est redevenu supérieur à celui des jeunes hommes. Cela s'explique en partie par les créations d'emplois dans l'intérim, qui recrute plus fréquemment des hommes.

Taux de chômage au sens du BIT



France = France métropolitaine + Dom
 Champ : Population des ménages, personnes de 15 ans ou plus
 Source : Insee, enquête Emploi

Moins d'actifs de moins de 50 ans en 2013

En 2013, la population active a baissé de 41 000 personnes.

Ce repli de la population active provient surtout de la baisse du taux d'activité des moins de 25 ans. Le taux d'activité des jeunes a diminué en effet de 0,7 point entre le quatrième trimestre 2012 et le quatrième trimestre 2013, tandis que celui des personnes de 25 à 49 ans est demeuré quasi stable.

En revanche, le nombre d'actifs parmi les seniors a continué de progresser en 2013, porté par la hausse de leur taux d'activité (+0,4 point sur l'année, atteignant 62,1 % au quatrième trimestre). Les flux de départ en retraite ont certes été plus nombreux que par le passé pour les trois premiers trimestres de l'année, soutenus par les

surcroûts de départs anticipés pour carrières longues, conséquence de la rénovation du dispositif pour les salariés ayant commencé à travailler avant vingt ans (décret du 2 juillet 2012). Cependant, ils ont été compensés au quatrième trimestre par les premiers effets des reports de départs liés à l'allongement de l'âge de départ en retraite à 61 ans et 2 mois.

À l'horizon de la prévision, le chômage serait quasi stable

En 2014, la population active retrouverait sa croissance tendancielle. À l'horizon de la prévision, les créations nettes d'emplois seraient du même ordre de grandeur que la hausse anticipée de la population active. Au total, le taux de chômage en France métropolitaine se stabiliserait à 9,8 % au premier semestre 2014. ■

La rénovation de l'enquête Emploi utilisée pour la mesure du chômage au sens du BIT

Au 1^{er} trimestre 2013, le questionnaire de l'enquête Emploi a été rénové, en particulier pour faciliter le déroulement de l'enquête sur le terrain grâce à des questions aux formulations plus simples, permettant de limiter les reformulations liées à d'éventuelles incompréhensions de la part des personnes interrogées. Certaines des reformulations adoptées ont eu des effets sur les réponses d'une partie des personnes enquêtées, notamment des personnes dont la situation sur le marché du travail se situe à la frontière entre chômage et inactivité. Ceci a un impact sur la mesure en niveau des principaux indicateurs. En particulier, le niveau du

taux de chômage calculé avec le nouveau questionnaire est plus bas de 0,5 point que le taux calculé avec l'ancien questionnaire.

L'enquête est conforme au règlement européen relatif à l'enquête sur les forces de travail et aux critères d'activité au sens du BIT. Depuis la publication du 6 mars 2014, les principaux indicateurs d'activité, d'emploi et de chômage au sens du BIT intègrent l'impact de la rénovation du questionnaire. De nouvelles séries longues rétro-polées sont mises à disposition et utilisées pour cette *Note de conjoncture*. ■

Évolutions de la population active, de l'emploi et du chômage en France métropolitaine

| | Variations trimestrielles | | | | | | | | | | Variations annuelles | | | | |
|--|---------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|--|------------|------------|------------|------------|
| | 2012 T1 | 2012 T2 | 2012 T3 | 2012 T4 | 2013 T1 | 2013 T2 | 2013 T3 | 2013 T4 | 2014 T1 | 2014 T2 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 S1 |
| Population des 15-64 ans | -20 | -22 | -21 | -21 | -21 | -21 | -21 | -21 | -12 | -11 | 131 | 20 | -84 | -83 | -24 |
| Population des 15-59 ans | -12 | -14 | -16 | -19 | -20 | -20 | -20 | -19 | -5 | -6 | -117 | -70 | -61 | -79 | -11 |
| Population active | 65 | 81 | -4 | 71 | 14 | -24 | -23 | -8 | 42 | 36 | 48 | 210 | 214 | -41 | 78 |
| dont : | | | | | | | | | | | | | | | |
| (a) Contribution de la population et du taux d'activité tendanciel | 36 | 36 | 36 | 36 | 30 | 30 | 30 | 30 | 34 | 34 | 160 | 165 | 146 | 120 | 68 |
| (b) Effets estimés des politiques publiques | 9 | 2 | 2 | 2 | -4 | 5 | 4 | 2 | 8 | 2 | -66 | -6 | 14 | 7 | 10 |
| (c) Autres fluctuations de court terme (résidu) | 20 | 43 | -42 | 32 | -12 | -59 | -57 | -40 | 0 | 0 | -46 | 50 | 54 | -168 | 0 |
| Emploi | 22 | 18 | -38 | -43 | -31 | -28 | -7 | 33 | 38 | 27 | 137 | 165 | -41 | -33 | 64 |
| Rappel : Emploi en fin de période (cf. fiche « Emploi ») | 52 | -16 | -60 | -27 | -35 | -21 | 6 | 59 | 34 | 19 | 138 | 125 | -51 | 10 | 53 |
| Chômage BIT | 43 | 63 | 34 | 115 | 45 | 4 | -16 | -41 | 4 | 9 | -89 | 45 | 255 | -8 | 13 |
| | Moyenne trimestrielle | | | | | | | | | | Moyenne au dernier trimestre de la période | | | | |
| Taux de chômage BIT (%) | | | | | | | | | | | | | | | |
| France métropolitaine | 9,1 | 9,3 | 9,4 | 9,8 | 9,9 | 9,9 | 9,9 | 9,8 | 9,8 | 9,8 | 8,8 | 9,0 | 9,8 | 9,8 | 9,8 |
| France (y compris Dom) | 9,5 | 9,7 | 9,8 | 10,2 | 10,3 | 10,3 | 10,3 | 10,2 | 10,2 | 10,2 | 9,3 | 9,4 | 10,2 | 10,2 | 10,2 |

Prévisions

Notes de lecture :

- la ligne Emploi présente les variations du nombre de personnes en emploi en moyenne trimestrielle en cohérence avec les autres données du tableau.

- emploi et chômage ne sont pas ici estimés sur des champs strictement équivalents : population totale pour l'emploi, population des ménages (hors collectivités) pour le chômage. L'impact de cette différence de champ étant très faible (la population hors ménages représente moins de 1% de la population active), elle est négligée ici pour l'exercice de prévision du chômage.

Source : Insee